



Rapport d'O

rientation

B

udgétaire pour l'année 2025

présenté au Conseil d'administration du Centre de gestion
de la Fonction publique territoriale des Deux-Sèvres

le 17 février 2025

Sommaire

| | |
|--|----|
| Préalable | 3 |
| FICHE N°1 – Quelques éléments de contexte pour les orientations budgétaires 2025 | 4 |
| FICHE N°2 – Le projet d'établissement du CDG79 pour la période 2022-2026..... | 6 |
| FICHE N°3 – Les ressources humaines dédiées au fonctionnement du CDG79..... | 10 |
| FICHE N°4 – La situation financière du CDG79 depuis le début de la mandature, soit la période 2021-2023 | 13 |
| FICHE N°5 – Les résultats prévisionnels de l'exercice budgétaire 2024 | 19 |
| FICHE N°6 - Les hypothèses retenues pour les orientations budgétaires du CDG79 en 2025 et 2026 | 24 |
| FICHE N°7 - les prévisions budgétaires 2025 par service ou mission [et prémices de projections pour 2026] | 28 |
| Synthèse | 60 |

Préalable

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires d'une collectivité ou d'un établissement public et d'informer l'assemblée délibérante sur sa situation financière.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire et sa tenue constitue, selon la jurisprudence, une formalité substantielle. Il doit intervenir dans les deux mois précédant l'examen du budget sur la base d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB) établi par l'exécutif.

Aussi, toute délibération sur le budget qui n'aurait pas été précédée d'un tel débat, est entachée d'illégalité.

Le décret n°2020-554 du 11 mai 2020 est venu modifier l'article 33 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion, en leur imposant également l'organisation d'un tel débat devant le conseil d'administration sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Pour autant, ce décret ne prévoit pas, comme le fait l'article D2312-3 du CGCT, les informations contenues dans le débat d'orientations budgétaires. Il est toutefois permis de s'en inspirer.

Au-delà de l'obligation réglementaire, le Centre de gestion des Deux-Sèvres (CDG79) organisait traditionnellement, chaque année, son débat d'orientation budgétaire pour diffuser une information financière de qualité à ses administrateurs en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation, notamment budgétaire, de l'établissement, préalablement au vote du budget primitif.

Cet exercice d'orientations budgétaires intervient une nouvelle fois dans un contexte porteur de multiples incertitudes politiques, économiques, sociales et environnementales rendant les prévisions difficiles à opérer, alors même qu'il s'agit de la dernière année pleine de la mandature.

FICHE N°1

QUELQUES ELEMENTS DE CONTEXTE POUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

L'année 2024 a été marquée par une instabilité économique globale à laquelle s'est ajouté un contexte politique français inédit, lui aussi facteur d'incertitudes pour la croissance et plaçant 2025 dans une logique de redressement des finances publiques.

Le contexte macro-économique international et national

Au niveau international tout d'abord, la croissance est attendue sans véritable élan autour de 3 %, avec des dynamiques régionales très différentes.

La plupart des banques centrales ont commencé à desserrer l'étau du crédit sur fond de nette décélération de l'inflation. Mais le risque géopolitique se renforce dans de nombreux pays.

Au niveau européen ensuite, une croissance du PIB de 0,8 % en 2024 et de 1,3 % en 2025 est anticipée sur la zone Euro, avec une inflation de 1,8 % en 2025 (après 2,3 % en 2024) et une inflation sous-jacente de 2,2 % (après 2,9 %).

L'inflation continuera en effet de diminuer en 2025, notamment au premier semestre, en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis fait toutefois peser un fort risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Selon les estimations de la Caisse d'Epargne, une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an, et de -1 % après trois ans.

A l'échelle nationale enfin, la croissance du PIB a bénéficié en 2024 d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris. L'inflation française est prévue à 1,7 % pour 2024 et à 1,8 % en 2025.

L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé. L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabilise en rythme annualisé.

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le projet de loi de finances et 5,5 % dans le Programme de stabilité), ce qui marquerait un deuxième

dérapiage consécutif, assez inhabituel en dehors des périodes de crise.

Aussi, dans le projet de loi de finances présenté en octobre 2024, le gouvernement visait un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards € (environ 2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %, avec un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts. A l'époque, le Gouvernement souhaitait associer les collectivités territoriales à l'effort de redressement des finances publiques pour un montant estimé de 5 milliards €.

Le projet de loi de finances, finalement adopté par le Parlement le 6 février 2025, prévoit de redresser les comptes publics de 50 milliards € et de ramener le déficit public à 5,4% du PIB. Dans cet objectif, l'effort financier demandé aux collectivités a été ramené à 2,2 milliards € en 2025 (avec le gel de la revalorisation de TVA qui économise 1,2 milliards € et le Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales ou « Dilico » pour 1 milliard €).

Le contexte de la coopération régionale des CDG avec la mise en œuvre du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation

Le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation adopté par les 12 Conseils d'administration des Centres de gestion de la Nouvelle-Aquitaine a pris effet au 1^{er} juillet 2021. Il préserve et affirme la place de chacun des établissements dans son propre département pour valoriser les relations de proximité avec les collectivités, mais aussi les autres usagers ou partenaires des centres de gestion.

En 2021 puis en 2022, le CDG79 a adhéré à deux nouveaux services régionaux que sont le service mutualisé d'organisation des concours et des examens (pour un coût annuel oscillant entre 40 et 60 K€) et le service mutualisé de production documentaire et d'expertise RH (pour un coût annuel avoisinant les 25 K€).

En 2023, le CDG79 a également décidé de se regrouper à l'échelle régionale avec d'autres centres de gestion pour organiser la mission de référent déontologue, laïcité et alerte éthique (pour un coût annuel de l'ordre de 4 K€).

D'autres perspectives de mutualisation ont été inscrites dans le schéma régional comme pouvant répondre à certains besoins non couverts ou à des offres de service en devenir. A titre indicatif, la chargée de communication, partagée entre les CDG79 et 86, a été mise à disposition, pour 20 % de son temps, auprès de NACOOPE à partir de la fin d'année 2024.

En 2024 et 2025, la priorité vont se concentrer sur les démarches à mettre en œuvre dans le cadre de la réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) sur le double volet de la santé et de la prévoyance.

FICHE N°2

LE PROJET D'ETABLISSEMENT DU CDG79 POUR LA PERIODE 2022-2026

Le choix d'un projet stratégique et opérationnel pour le mandat

Dans un contexte de tension accrue entre l'évolution des besoins et l'évolution des ressources de la plupart des collectivités locales et EPCI, la situation financière des centres de gestion tend également à se dégrader au niveau national. Le CDG79 n'est potentiellement pas épargné par ce constat.

C'est la raison pour laquelle le CDG79 a souhaité se doter d'un projet d'établissement et de mandature, à la fois « vision pour l'avenir » et « guide pour l'action », lui permettant :

- De consolider les équilibres financiers de l'établissement, tout en adoptant une politique tarifaire soutenable, reposant notamment sur la comptabilité analytique expérimentée sur l'exercice 2021
- De revisiter ses missions et de vérifier si elles sont en adéquation avec les besoins des collectivités
- D'identifier les nouveaux besoins permettant de développer de nouvelles offres de services
- De contribuer à aider les collectivités à se réinventer dans l'animation de leurs ressources humaines et face à leurs enjeux organisationnels et managériaux.

Le projet d'établissement du CDG79, tel que validé par le Conseil d'administration en date du 28 mars 2022, s'attache à répondre à quelques enjeux forts du CDG 79 sur son territoire :

- Un positionnement affirmé vis-à-vis des intercommunalités « têtes de pont » des regroupements (offre de services à adapter pour être au plus proche de leurs besoins et susciter leur intérêt ; une valeur ajoutée à démontrer pour être légitime sur les différents sujets).
- Le développement d'une offre qualitative et adaptée pour les petites communes en réponse à des besoins qui ne seront pas couverts demain par les intercommunalités.

- Un affichage clair de la complémentarité du CDG vis-à-vis des acteurs qui interviennent en périphérie de son action.
- Une articulation avec la dynamique de coopération régionale des CDG de Nouvelle-Aquitaine.

Un CDG « à mission » en se dotant d'une raison d'être

Le Bureau, réuni le 24 septembre 2021, a formalisé la raison d'être du CDG79 pour les années à venir.

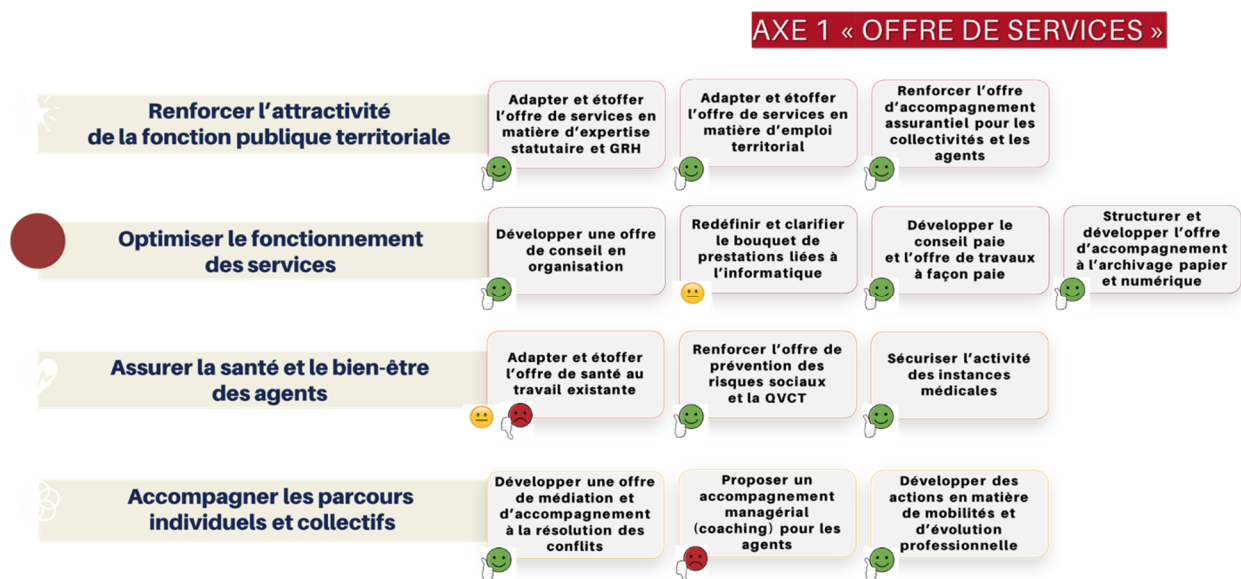
Dans un cheminement stratégique, la raison d'être consiste à donner du sens et à fixer un cap. En évitant deux lectures binaires basées, d'une part, sur la séparation des missions facultatives et obligatoires et, d'autre part, sur la légitimité institutionnelle et le cadre réglementaire de l'établissement, le Bureau a alors identifié la raison d'être suivante :

« Le CDG 79 fédère et mutualise les expertises et les ressources pour conseiller et accompagner les communes, avec les intercommunalités, à anticiper les transitions, afin de déployer les politiques RH »

Des priorités sur l'offre de services autour de 4 axes complémentaires

Pour répondre aux enjeux des collectivités et optimiser leur satisfaction, le CDG79 souhaite clarifier et renforcer ses prestations. De fait, son positionnement auprès des collectivités devrait être réaffirmé en tant qu'expert capable de les conseiller dans les transitions et tiers de confiance apte à les accompagner efficacement.

Quatre axes distincts mais complémentaires ont été identifiés sur un axe 1 dit « offre de services » (l'axe 2 étant dédié à l'interne) :



Une complémentarité à rechercher avec les intercommunalités

Dans le cadre de ce projet d'établissement et de sa raison d'être, le CDG79 a décidé d'initier en 2023 une démarche réflexive avec les intercommunalités visant notamment à répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les attentes et besoins des intercommunalités à l'égard du Centre de gestion ?
- Quelles complémentarités imaginer entre le CDG et les intercommunalités dans leur offre de services respective ?
- Quelles sont les mutualisations possibles à l'échelle départementale ?

Un dossier a alors été déposé par le CDG79 au titre du Fonds MNT (porté par la MNT avec le soutien de l'Association des Maires de France et du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales), dont l'objet est d'accompagner par des méthodes d'innovation la transformation de l'action publique locale, et il a été retenu et, à ce titre, le projet a pu bénéficier, tout au long du premier semestre 2023, d'un soutien méthodologique et opérationnel à hauteur d'une prestation de 25 K€ et réalisé par l'agence de design *Vraiment Vraiment*.

Plusieurs ateliers thématiques de travail, réunissant plus d'une cinquantaine d'élus et de techniciens au total, ont permis de confirmer des attentes très disparates des collectivités selon leur taille à l'égard du CDG79 et d'identifier les sujets classés comme prioritaires :

- Le recrutement ;
- L'attractivité ;
- La médecine de prévention ;
- La précarité sociale ;
- La sensibilisation de l' élu dans son rôle d'employeur ;
- L'accompagnement au(x) changement(s) ;
- Le CDG comme acteur « neutre » de la prévention ;
- Des niveaux d'expertise à différencier.

A partir de ce diagnostic partagé, il a été décidé d'explorer dans un ordre chronologique les 6 « briques de service » suivantes :

- La communauté professionnelle RH : le réseau des DRH des intercommunalités a été activé pour construire cette communauté et en

définir les contours.

- La santé au travail, de la maison départementale de médecine préventive à l'accompagnement psycho-social.
- L'opérateur d'expertises, de services numériques et la place du CDG : une réflexion pour un positionnement en soutien des collectivités sur la cybersécurité a été amorcée, en complémentarité des EPCI.
- L'attractivité et la formation des métiers en tension : la priorité a été donnée au métier de secrétaire générale de mairie avec le déploiement de dispositifs de formation et d'accompagnements proposés dans le cadre du plan d'actions lancé en 2022 et du réseau départemental en cours de création.
- La plateforme d'agents itinérants.
- La cellule d'accompagnement au changement et de résolution des conflits.

FICHE N°3

LES RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU FONCTIONNEMENT DU CDG79

Le CDG79, en sa qualité d'établissement public administratif, a la qualité d'employeur public local. Son personnel relève du statut général de la Fonction publique territoriale en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984. Si l'article 27 du décret du 26 juin 1985 donne compétence au conseil d'administration de chaque CDG pour décider de la fixation des effectifs et des « conditions de leur emploi », cette disposition ne lui confère toutefois aucune compétence pour déroger aux textes régissant la fonction publique territoriale.

Par ailleurs, on peut être en droit de considérer qu'un CDG se doit d'être particulièrement exemplaire dans la gestion de ses propres agents, compte tenu de sa nature et de sa vocation.

Des effectifs à la limite de la moyenne nationale des CDG

Selon les chiffres du dernier RSU, le CDG79 a employé, sur l'année 2023, 46,7 agents en équivalents temps plein rémunérés sur un emploi permanent, ce qui le place, en termes d'effectifs propres, en dessous de la moyenne nationale des CDG (celle-ci étant en 2021 de 53 agents représentant 48,89 ETP).

Au regard des effectifs territoriaux à gérer dans le département, cela représente environ 1 agent CDG79 assurant l'accompagnement de 160 agents environ.

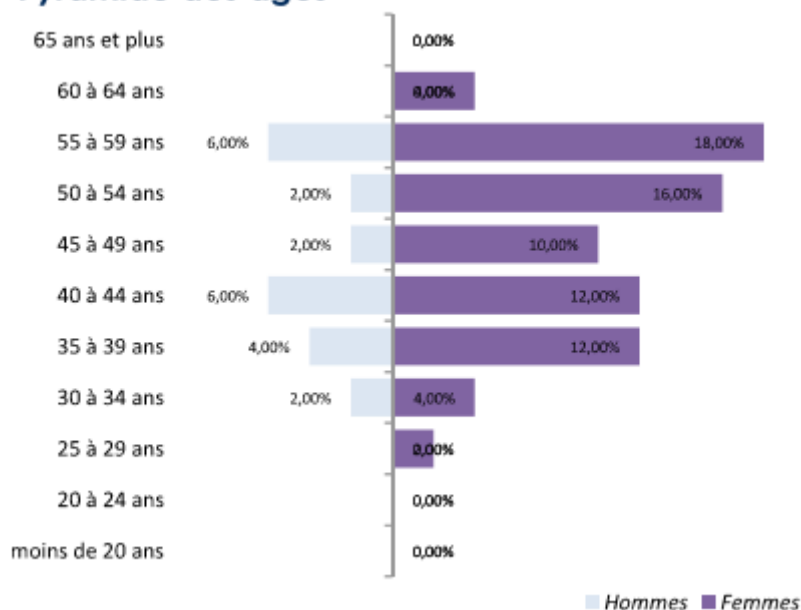
Une part prépondérante de femmes et de fonctionnaires avec une moyenne d'âge relativement élevée

Sur les emplois permanents, les effectifs du CDG79 sont composés :

- à 90 % de fonctionnaires.
- à 50 % de cadres A et B.
- à 79 % de femmes (76 % à l'échelle nationale).
- à 68 % sur la filière administrative.

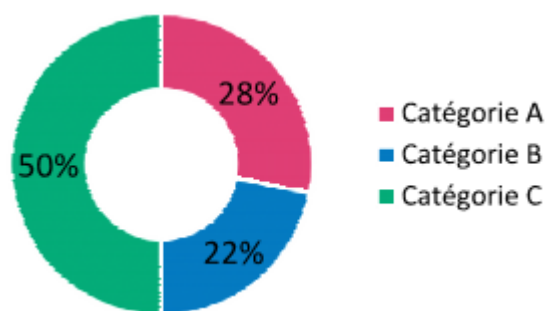
La moyenne d'âge du CDG79 est en évolution : elle est de 48 ans en 2023.

➔ Pyramide des âges



La pyramide des âges induit une masse salariale relativement importante et la nécessité de repérer les compétences rares qui vont faire valoir à terme leur droit à la retraite (intérim, paie, assistance logiciels...) et de forts enjeux RH : retraite, maladie, prévention.... Un agent va faire valoir ses droits à la retraite en 2025 et les prochains départs sont prévus à échéance 2027-28.

De même, il est admis que les CDG connaissent un taux d'encadrement élevé en raison du niveau d'expertise nécessaire à l'exercice des missions : pour le CDG79, les catégories A représentent 28 % de l'effectif (contre 33 % environ à l'échelon national des CDG et moins de 10 % dans la fonction publique territoriale en général), ce qui pèse également sur la masse salariale.



Une masse salariale importante, incluant un régime indemnitaire en cours de réflexion

Les rémunérations annuelles brutes moyennes par ETP s'élèvent à :

- 45 431 € pour les fonctionnaires de catégorie A, et 63 050 € pour les contractuels.
- 32 910 € pour les fonctionnaires de catégorie B, et 28 495 € pour les contractuels.

- 26 834 € pour les fonctionnaires de catégorie C.

Le RIFSEEP, institué en 2017, n'a pas été revu depuis cette date, tant sur les modalités d'application que sur les montants effectivement attribués. Aussi, il a été lancé en 2023 un groupe de travail interne sur le sujet pour émettre des propositions dans le courant de l'année 2024. A noter que la part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 15,24 %.

En 2022, une enveloppe budgétaire de 67 389 € (dont 20 % via la cotisation au CNFPT) a été consacrée à la formation des agents du CDG79, soit :

- 80 % des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour.
- 251 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent.
- Un nombre moyen de 5 jours de formation par agent.

En 2023, 19 avancements d'échelon et 10 avancements de grade ont été prononcés.

Un absentéisme qui se dégrade avec des perspectives à surveiller

En 2023, au CDG79, le nombre moyen de jours d'absence pour tout motif médical par fonctionnaire a été de 23,4 jours (il s'élevait à 7,1 jours en 2017, 4,4 jours en 2020 et 18,5 jours en 2022), ce qui correspond à un taux d'absentéisme global de 7,05 % (nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)), qui reste, malgré l'évolution constatée en-deçà du taux d'absentéisme au sein de la Fonction publique territoriale (qui était de 9,7 % dans la Fonction publique territoriale).

7,4 % des agents permanents ayant été absents ont eu au moins un jour de carence prélevé.

5 travailleurs en situation de handicap étaient employés en 2022 sur emploi permanent. Le CDG79, qui compte plus de 20 agents à temps plein et doit dès lors employer au moins 2,7 agents en situation de handicap pour satisfaire au taux de 6 % de l'effectif prévu aux articles L. 5212-1 et L. 5212-2 du code du travail, satisfait à cette obligation en 2022. La contribution versée au FIPHFP (fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) sera donc nulle pour cet exercice.

FICHE N°4

LA SITUATION FINANCIERE DU CDG79 DEPUIS LE DEBUT DE LA MANDATURE, SOIT LA PERIODE 2021-2023

Le début de la mandature est marqué par une succession de crises, d'où la nécessité d'être prudent dans les analyses financières, même si l'on peut considérer que certains impacts budgétaires ont été à ce stade neutralisés pour ce qui est de la situation propre au CDG79.

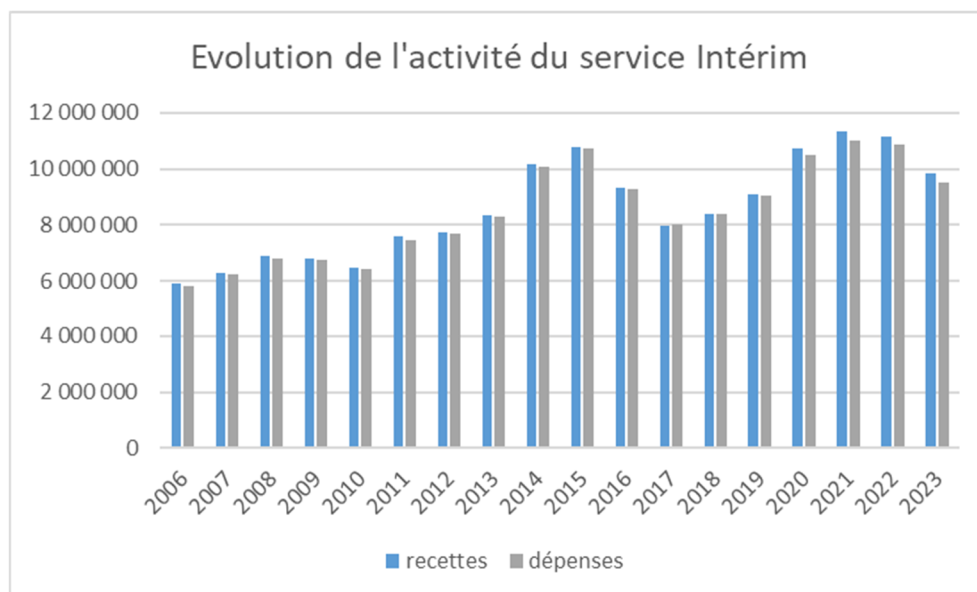
Un budget de fonctionnement principalement marqué par l'activité du service intérim

- Les produits de gestion

Entre 2021 et 2023, les produits de gestion s'établissent en moyenne autour de 13,96 M€ par an, avec une diminution significative de l'ordre de 8 % en 2023 par rapport aux deux exercices budgétaires précédents, en raison principalement de l'évolution à la baisse de l'activité du service Intérim.

En effet, l'activité du service Intérim, qui reste prépondérante en représentant en 2023 75 % des recettes de fonctionnement du CDG79, a connu une baisse de 12,7 % depuis le début du mandat (et surtout de 11 % entre 2022 et 2023).

Bien qu'importante, cette évolution était attendue, tant certaines collectivités, notamment non affiliées, avaient depuis quelques années fortement augmenté le recours au service Intérim et venaient d'annoncer, dans un double souci d'économie et d'organisation de leurs services, une réduction de leurs contrats temporaires via le CDG79.



Les autres fluctuations qui peuvent être constatées d'un exercice à l'autre, résultent essentiellement des variations des produits, tirés pour l'essentiel :

- De l'augmentation des cotisations obligatoires et optionnelles à hauteur de 133 K€ ou de 7,8 % entre 2021 et 2022, dépassant ainsi la dynamique connue avant 2014 (évolution moyenne de 4,5 % entre 2006 et 2013), mais n'étant que de 68 K€ ou de 3,7 % entre 2022 et 2023, étant alors plus proche de la situation connue entre 2014 et 2020 (évolution moyenne stabilisée à moins de 2 % par an).
- De l'augmentation des tarifs de certaines prestations – exemples : paie à façon (+ 20 K€ en 2022) ; médecine (+ 160 K€ en 2023).
- De l'exécution, variable d'un exercice à l'autre, du marché de mise en conformité au titre du RGPD (211 K€ en 2021 ; 302 K€ en 2002 ; 112 K€ en 2023).
- De l'attribution des subventions dans le cadre de la 5^{ème} convention triennale avec le FIPHFP.
- Du montant des indemnités journalières liées à certaines situations particulières au sein des emplois permanents ou intérimaires du CDG79 (absentéisme).
- ...

Le tableau ci-dessous retrace plus en détails les évolutions des principaux produits de gestion enregistrés par le CDG79 entre 2021 et 2023.

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 14 277 569 | 14 394 530 | 13 231 830 |
| Variation en volumes (chaque année) | 844 709 | 116 961 | - 1 179 120 |
| Variation en % | 6,29% | 0,82% | -8,19% |
| Cotisations employeurs | 1 688 911 | 1 821 691 | 1 889 366 |
| Obligatoires | 1 351 130 | 1 457 352 | 1 511 493 |
| optionnelles | 337 781 | 364 338 | 377 873 |
| Produit des services | 11 968 048 | 11 846 779 | 10 765 831 |
| Intérim | 11 340 560 | 11 147 642 | 9 888 985 |
| Médecine | 314 274 | 358 159 | 520 509 |
| Frais de gestion Assurances | 139 608 | 145 330 | 158 106 |
| Aide Informatique | 128 023 | 117 270 | 119 357 |
| Autres Prestations Informatique | 5 957 | 19 108 | 20 963 |
| Travaux façon paie | 39 626 | 59 271 | 57 912 |
| Autres produits de gestion courante | 329 181 | 407 347 | 288 248 |
| Commission de réforme | 16 362 | 13 400 | 15 894 |
| Comité Médical - Conseil Médical | 61 229 | 44 121 | 37 392 |
| Prestation service retraite | 3 938 | 641 | 7 200 |
| Marché RGPD | 211 740 | 302 431 | 112 790 |
| Conseil evol Pro | - | 9 750 | 7 850 |
| Prestations Prévention | 6 600 | 6 000 | 19 200 |
| Prestation archives | | | 36 000 |
| Plan secrétaire de mairie | | | |
| Autres (conseil orga-droit chômage-FMPE) | 29 312 | 31 003 | 51 922 |
| Dotations, participations | 165 452 | 111 582 | 97 386 |
| Concours /Examens | 118 629 | 3 691 | 0 |
| FIPHFP | 41 213 | 87 574 | 88 414 |
| FNP | - | 10 000 | 0 |
| CNRACL | 5 610 | 7 243 | 7 397 |
| Autres subventions | | | 0 |
| FC TVA | - | 0 | 1 278 |
| Autres (remb assurances) | | 3 074 | 297 |
| Atténuations de charges | 125 977 | 207 132 | 190 998 |
| Personnel pris en charge (chapitre 74) | 69 229 | 47 362 | 65 351 |
| Indemnités journalières et aides emploi (chapitre 13) | 56 748 | 159 770 | 125 648 |

o Les charges de gestion

Entre 2021 et 2023, les charges de gestion s'établissent en moyenne autour de 13,8 M€ par an, avec une diminution significative de l'ordre de 8,2 % en 2023 par rapport à la moyenne des deux exercices budgétaires précédents, en raison principalement de l'évolution à la baisse de l'activité du service Intérim. Baisse globalement moins

importante que celle des recettes de fonctionnement...

La masse salariale représente plus de 90 % du total des dépenses de fonctionnement sur la période triennale considérée (soit 12,7 M€ en moyenne) et se répartit de la manière suivante :

- Les dépenses liées aux personnels intérimaires représentent, sur les trois premières années du mandat, 80 % de la masse salariale et 75 % des charges de gestion. Sur les deux premières années du mandat, elles se stabilisent autour de 10,9 M€, mais baissent en 2023 à 9,5 M€.
- Les charges de personnel du CDG79 (soit 2,4 M€ environ en 2023 ou 18,2 % des dépenses de fonctionnement) ont augmenté de 24 % depuis le début du mandat. Cette forte augmentation est corrélée à trois éléments principaux :
 - L'effet de mesures réglementaires : dégel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires de 3,5 % au 1^{er} juillet 2022 (environ 50 K€) ; 3 revalorisations successives de la valeur du SMIC.
 - Des recrutements sur des fonctions à forte expertise pour 250 K€ environ (médecin et infirmière de santé au travail ; chargé de projets des systèmes d'information ; cheffe de projets Secrétaire de mairie et gestionnaire paie).
 - La création du service d'accompagnement à la gestion des archives avec la pérennisation de 3 agents jusqu'ici intérimaires.
 - Un recours inhabituel à des remplacements longs pour répondre à des situations imprévues d'absentéisme.

Les charges à caractère général ont connu de fortes fluctuations sur la période considérée, résultant principalement de la mise en œuvre du marché de mise en conformité au titre du RGPD, pour lequel le CDG79 assure, via sa centrale d'achat, l'interface administrative, juridique et financières entre les collectivités et les deux prestataires retenus (sociétés Go Concepts et Agence RPGD). Dès lors que cette dépense particulière est neutralisée, les charges à caractère général se stabilisent autour de 4,5 % des dépenses de fonctionnement, ce qui peut traduire de réels efforts au quotidien des services, notamment dans le contexte inflationniste actuel et avec l'explosion des dépenses d'énergie (+ 63 % ou + 18 K€ entre 2022 et 2023).

En 2021 et 2022, le niveau du remboursement des heures syndicales, sur lequel le CDG79 n'a que très peu de marges de manœuvre, sauf à exercer un contrôle rigoureux avant mise en paiement, était relativement élevé autour de 250 K€ par an (en moyenne

annuelle, sur le précédent mandat, ce remboursement était de 218 K€), mais a encore augmenté en 2023 pour atteindre 293 K€ (+ 16 % ou 42 K€).

Enfin, dans le cadre du plan de transformation numérique, une « nouvelle » dépense de fonctionnement, qui s'établit autour de 85 K€ par an, doit désormais être appréhendée pour une gestion des logiciels en mode hébergé (ou mode dit Saas).

Le tableau ci-dessous retrace plus en détails les évolutions des principales charges de gestion enregistrés par le CDG79 entre 2021 et 2023.

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| B | | | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 14 020 539 | 14 292 908 | 13 106 261 |
| Variation en volumes (chaque année) | 833 880 | 272 369 | - 1 186 647 |
| variation en % | 6,32% | 1,94% | -8,30% |
| Charges de personnel | 12 979 009 | 13 114 701 | 12 039 596 |
| Centre de gestion | 1 929 002 | 2 187 031 | 2 390 904 |
| Intérim | 11 008 564 | 10 870 053 | 9 560 212 |
| Personnel pris en charge | 41 443 | 57 617 | 88 479 |
| Charges à caractère général | 703 016 | 851 299 | 611 493 |
| Dont marché RGPD | 211 770 | 305 193 | 112 975 |
| Remboursement heures syndicales | 251 303 | 249 843 | 293 443 |
| Autres charges | 71 181 | 67 051 | 152 066 |
| Dont droit utilisation info nuage | | 8 447 | 84 099 |
| Intérêts ligne de trésorerie | 631 | 2 008 | 1 711 |
| Charges financières et/ou exceptionnelles | 15 399 | 8 006 | 7 952 |

○ La formation de l'autofinancement et la dette

Sur cette première partie de mandature, l'autofinancement s'avère très variable.

En témoigne l'épargne nette, qui correspond à l'autofinancement disponible pour le financement des investissements (épargne brute diminuée du remboursement du capital de la dette) et qui s'est élevée, hors opérations d'ordre (dotations aux amortissements), à 257 K€ en 2021, à 105 K€ en 2022 et à 125 K€ en 2023 (pour rappel, ce montant était en moyenne de 146 K€ par an sur la précédente mandature).

A noter que le CDG79 n'a pas d'emprunt en cours.

Le financement maîtrisé de l'effort d'investissement en cours

Depuis le début du mandat, les dépenses d'investissement, en général peu élevées pour notre établissement, sont en évolution constante au regard notamment du plan

de transformation numérique (renouvellement du SIRH, évolution de la GED et de certains logiciels métier, travaux de réseau et d'infrastructure, consolidation d'un parcours cybersécurité...).

Ainsi, si elles dépassaient à peine les 50 K€ en 2021, elles ont avoisiné les 100 K€ en 2022 pour atteindre plus de 300 K€ en 2023.

Pour rappel, ce programme pluriannuel bénéficie, sur le volet cybersécurité, d'un subventionnement à hauteur de 90 K€, le reste étant financé par le FCTVA et les excédents cumulés.

Si ces excédents peuvent paraître relativement élevés avec un montant de 1,4 M€, ils s'avèrent nécessaires pour répondre au besoin en trésorerie à mobiliser chaque mois sur les paies des emplois intérimaires et financer les projets d'investissement à acter dans le cadre des orientations de mandat.

| | | 2021 | 2022 | 2023 |
|----------|----------------------------------|---------------|----------------|----------------|
| F | Dépenses d'investissement | 51 983 | 100 409 | 304 226 |
| | Opérations d'équipement | 38 123 | 90 965 | 304 226 |
| | Autres | 13 860 | 9 444 | 0 |
| G | Recettes d'investissement | 12 655 | 77 141 | 68 292 |
| | FCTVA | 7 082 | 19 590 | 5 426 |
| | Dotations et subventions | 5 573 | 57 551 | 62 866 |
| | Emprunts | | | |
| | autres | | | |

L'évolution erratique du fonds de roulement et de la trésorerie

Le fonds de roulement, qui était resté positif sur 2021 et 2022, mais à un niveau relativement faible et fragile, est passé en négatif en 2023, en raison notamment des investissements engagés.

Cela explique aussi pourquoi le CDG79 est amené à reconduire chaque année une ligne de trésorerie de 600 K€ et de l'utiliser régulièrement (ex : paiement d'intérêts sur la ligne de trésorerie à hauteur de 1 700 € environ en 2023).

FICHE N°5

LES RESULTATS PREVISIONNELS DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2024

Globalement, le budget de fonctionnement 2024 est en diminution de près de 3 % par rapport à celui de 2023, en raison principalement de la baisse d'activité du service Intérim et de la finalisation du premier marché dit RGPD.

En revanche, en investissement, le budget 2024 s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent à hauteur de 300 K€ avec, en particulier, des travaux d'aménagement des locaux et la poursuite des actions en matière de sécurisation des infrastructures et des réseaux informatiques.

4.1 La section de fonctionnement

○ **Les principaux chapitres de dépenses**

Chapitre 011 - Charges à caractère général

Voté : 761 600 € - Réalisé : 545 354 € - Taux d'exécution : 71,6 %

Les principaux postes de dépenses sur ce chapitre concernent principalement les dépenses liées aux prestations de service, fluides et énergie, carburant, fournitures de bureau.

Sur ce chapitre, les principales dépenses ont été les suivantes :

- Maintenance des équipements, des logiciels : 80 913 €
- Affranchissement : 44 145 €
- Honoraires des médecins experts et agréés : 38 199 €
- Remboursement déplacements : 27 446 €
- Frais de télécommunication et internet : 22 139 €
- Réceptions : 21 101 €
- Energie et électricité : 20 903 €
- ...

Chapitre 012 - Charges de personnel

Voté : 12 695 500 € - Réalisé : 11 620 376 € - Taux d'exécution : 91,5 %

En 2024, la masse salariale du CDG79 s'est répartie comme suit :

- Personnels permanents de l'établissement : 2 741 395 €, soit 23,6 % de la masse

salariale totale (dont les personnels momentanément privés d'emploi ou FMPE)

- Personnels intérimaires : 8 878 982 €, soit 76,6 % de la masse salariale totale, en baisse de 7,1% par rapport à 2023.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante

Voté : 510 150 € - Réalisé : 459 966 € - Taux d'exécution : 90,2 %

Sur ce chapitre, le remboursement des décharges syndicales, d'un montant de 314 K€, a représenté plus de 68,4 % des dépenses effectuées. Ce poste de dépenses a augmenté de plus de 25 % par rapport à 2021 et le CDG79 ne maîtrise que très partiellement son évolution.

Ce chapitre comprend également les droits d'utilisation de logiciels en mode SaaS à hauteur de 61 K€.

Dans un contexte toujours particulier, les dépenses de fonctionnement se sont élevées à la somme totale de 12 744 290 € et ont été exécutées à hauteur de 90,2 %, ce qui est conforme à l'activité normale de l'établissement.

La prédominance des charges relatives au personnel intérimaire pèse très fortement sur le budget, avec une évolution particulièrement variable d'une année sur l'autre en fonction des besoins des collectivités et des dispositifs réglementaires à appliquer.

○ Les principaux chapitres de recettes

Chapitre 013 - Atténuation de charges

Voté : 52 000 € - Réalisé : 126 560 € - Taux d'exécution : 143,4 %

S'il reste normalement peu significatif, ce chapitre, qui est alimenté par les remboursements par la CPAM des arrêts maladie des intérimaires et des agents permanents dans le cadre de l'assurance des risques statutaires, a connu une évolution importante en 2024 au regard de la régularisation administrative de certaines situations individuelles.

Chapitre 70 - Produits des services

Voté : 12 498 580 € - Réalisé : 12 533 520 € - Taux d'exécution : 100,3 %

Ce chapitre budgétaire est principalement marqué par l'activité du service Intérim à hauteur de 73,6 %. Le remboursement par les collectivités utilisatrices des dépenses des personnels intérimaires a baissé de 6,7%, mais le montant du commissionnement

dû au CDG79 a augmenté de 6,32% du fait de l'évolution des taux.

A noter également une augmentation significative des produits issus de la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires, sous le double effet de l'évolution tarifaire (taux de commissionnement passant de 0,13 à 0,19 %) et de la très forte adhésion aux nouveaux dispositifs contractuels proposés.

Les cotisations ont quant à elles augmenté de 3,32 % par rapport à l'exercice précédent, soit une augmentation de 62 K€. Cela résulte notamment de l'impact de la hausse de 1,5 % du point d'indice dès juillet 2023 et de l'attribution de 5 points d'indice à tous les agents, à partir de janvier 2024.

Chapitre 74 - Dotations et participations

Voté : 205 600 € - Réalisé : 176 561 € - Taux d'exécution : 86 %

Ce chapitre comprend :

- La contribution demandée aux collectivités d'origine pour les FMPE, estimée à 120 K€ et réalisée à hauteur de 111 K€, pour 2 agents de catégorie C sur l'année, 1 agent de catégorie A à compter de juillet 2024 et 1 agent de catégorie B à compter de septembre 2024.
- La subvention de la Région pour les formations de secrétaires de mairie inscrite pour 25 200 €, mais non réalisée.
- La participation du FIPHFP sur la 2^{ème} année du poste d'apprenti (15 600 €) et le solde du plan d'actions 2022-2024 (36 900 €)
- Une subvention du Fonds National de Prévention pour 10 000 € concernant les actions mises en place en interne depuis la crise sanitaire.
- Le FCTVA sur les dépenses d'entretien des bâtiments à hauteur de 3 600 €.

Chapitre 75 – Autres produits de gestion

Voté : 7 100 € - Réalisé : 6 139 € - Taux d'exécution : 86 %

Ce chapitre comprend notamment :

- Le versement de la participation CNRACL sur les dossiers retraite 4 730 €.
- Un remboursement d'assurance suite à un dégât des eaux (infiltration toiture) pour 990 €.

Au final, les recettes de fonctionnement, d'un montant total de 12 854 039 €, ont été exécutées à hauteur de 91,23 %.

A l'issue de l'exercice 2024, la section de fonctionnement présente un excédent provisoire de 109 748 €, ce qui peut constituer un résultat annuel globalement satisfaisant, tout en confirmant la faible capacité d'autofinancement de l'établissement.

4.2 La section d'investissement

Comme 2023, l'exercice budgétaire 2024 a été marqué par un niveau d'investissement relativement élevé pour le CDG79, autour de 300 K€.

En dépenses

Prévu : 436 360 € (dont 284 460 € de restes à réaliser) - Réalisé : 273 680 € - Taux d'exécution : 62,7 %

Les principales opérations ont porté sur :

- Les travaux d'aménagement de l'accueil et du patio : le projet, estimé, toutes dépenses incluses (AMO, consultation, mobilier, matériel vidéo...), à la somme de 127 K€, a été soldé sur un montant de 103 K€ TTC.
- La poursuite du plan de transformation numérique, notamment dans le cadre du dispositif « France Relance » pour 98 K€ TTC.
- La mise en place d'un intranet pour 15 K€ TTC.
- Le renouvellement du mobilier, du matériel de bureau et informatique, le changement de la sonorisation à l'abbaye pour 32 K€ TTC (dont 4,5 K€ d'aménagement de poste de travail avec demande de financement FIPHFP).
- L'acquisition d'un véhicule Renault Kangoo pour 16,5 K€ TTC.

En recettes

Prévu : 436 360 € (sans restes à réaliser) - Réalisé : 268 849 € - Taux d'exécution : 61,6 %

Les recettes sont constituées :

- Du FCTVA sur les dépenses de 2022 (pour 9 K€).
- De subventions du FIPHFP pour des aménagements de postes (3,7 K€).
- Des excédents de fonctionnement capitalisés pour 141 K€.
- Des dotations aux amortissements à hauteur de 114 K€.

| | | Exercice 2024 | |
|---|---|-------------------|---------------|
| A | Recettes réelles de fonctionnement | 12 854 993 | -2,8% |
| | Variation en volumes (chaque année) | - 376 837 | |
| | Variation en % | -3,94% | |
| | Cotisations employeurs | 1 952 006 | 3,3% |
| | Obligatoires | 1 561 605 | 3,3% |
| | optionnelles | 390 401 | 3,3% |
| | Produit des services | 10 204 003 | -5,2% |
| | Intérim | 9 225 298 | -6,7% |
| | Médecine | 506 821 | -2,6% |
| | Frais de gestion Assurances | 260 877 | 65,0% |
| | Aide Informatique | 121 754 | 2,0% |
| | Autres Prestations Informatique | 14 820 | -29,3% |
| | Travaux façon paie | 74 432 | 28,5% |
| | Autres produits de gestion courante | 363 406 | 26,1% |
| | Commission de réforme | 39 825 | 150,6% |
| | Comité Médical - Conseil Médical | 22 612 | -39,5% |
| | Prestation service retraite | 11 650 | 61,8% |
| | Marché RGPD | 3 180 | -97,2% |
| | Conseil evol Pro | 26 500 | 237,6% |
| | Prestations Prévention | 28 950 | 50,8% |
| | Prestation archives | 119 100 | 230,8% |
| | Plan secrétaire de mairie | | |
| | Autres (conseil orga-droit chômage-FMPE) | 111 588 | 114,9% |
| | Dotations, participations | 87 916 | -9,7% |
| | Concours /Examens | 0 | |
| | FIPHFP | 52 537 | -40,6% |
| | FNP | 10 000 | |
| | CNRACL | 5 148 | -30,4% |
| | Autres subventions | 16 225 | |
| | FC TVA | 3 016 | 136,1% |
| | Autres (remb assurances) | 990 | 232,8% |
| | Atténuations de charges | 237 929 | 24,6% |
| | Personnel pris en charge (chapitre 74) | 111 008 | 69,9% |
| | Indemnités journalières et aides emploi (chapitre 13) | 126 921 | 1,0% |
| | Produits financiers et/ou exceptionnels | 9 734 | |
| B | Dépenses réelles de fonctionnement | 12 629 392 | -3,6% |
| | Variation en volumes (chaque année) | - 476 869 | |
| | Variation en % | -3,64% | |
| | Charges de personnel | 11 620 377 | -3,5% |
| | Centre de gestion | 2 620 742 | 9,6% |
| | Intérim | 8 878 982 | -7,1% |
| | Personnel pris en charge | 120 653 | 36,4% |
| | Charges à caractère général | 545 354 | -10,8% |
| | Dont marché RGPD | 530 | -99,5% |
| | Remboursement heures syndicales | 314 798 | 7,3% |
| | Autres charges | 145 169 | -4,5% |
| | Dont droit utilisation info nuage | 85 493 | 1,7% |
| | Intérêts ligne de trésorerie | 3 521 | 105,8% |
| | Charges financières et/ou exceptionnelles | 174 | -97,8% |
| C | CAF (épargne de gestion = (A-B)) | 225 601 | 79,7% |
| | | 1,8% | |
| | Intérêts de la dette | 0 | |
| D | Epargne brute (C-intérêts) | 225 601 | |
| | Remboursement du capital | 0 | |
| E | Epargne disponible (D-dette) | 225 601 | |
| F | Dépenses d'investissement | 272 516 | |
| | Opérations d'équipement | 272 516 | |
| | Autres | 0 | |
| G | Recettes d'investissement | 12 912 | |
| | FCTVA | 9 204 | |
| | Dotations et subventions | 3 708 | |

FICHE N°6

LES HYPOTHESES RETENUES POUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU CDG79 EN 2025 ET 2026

Des grandes hypothèses d'évolution des principaux postes de produits et de charges en fonctionnement sont produites ci-dessous pour le dernier exercice plein et entier de la mandature (pouvant à ce stade servir de repère pour 2026), sachant que toute prévision financière reste confrontée, à l'échelle du CDG et de ses missions, à de très forts aléas et de très nombreuses incertitudes à court, moyen ou long terme. En conséquence, la projection financière a été construite autour d'hypothèses prudentes et réalistes.

Un budget de fonctionnement restant marqué par l'activité du service intérim

En 2025, l'activité du service Intérim devrait, malgré une baisse possible de 8 % environ, rester prépondérante autour de 75 % de la section budgétaire de fonctionnement. Le paradoxe du service est de constater une diminution du nombre des paies mais une augmentation du volume de contrats à traiter, ce qui n'infléchit finalement pas la charge de travail de l'équipe concernée (qui doit absorber un départ à la retraite non remplacé).

En dépenses, malgré une stabilité des effectifs (départ à la retraite non remplacé mais accompagnement d'un, voire de deux agents en PPR), les charges de personnel devraient être le poste le plus dynamique sous l'effet conjoint du GVT, de la démarche d'actualisation du régime indemnitaire, de l'impact de la réforme de la PSC sur le montant de la participation employeur (à partir de 2026), de mesures législatives et réglementaires relatives à l'augmentation de certaines cotisations.

Une attention toute particulière devra également être portée sur la maîtrise du montant des remboursements des heures syndicales, qui évoluent de manière importante depuis le début du mandat.

S'agissant des recettes de fonctionnement, les cotisations devraient évoluer faiblement, sauf à ce que des mesures d'ordre statutaire autour du point d'indice, soient décidées.

Les tarifs des prestations facultatives ont été, sur la mandature, régulièrement ajustés pour s'approcher progressivement pour la plupart, de la réalité du coût des services concernés. Certains en restent malgré tout très éloignés.

Faute d'autres opérateurs publics ayant investi ce champ à l'échelon départemental,

le positionnement du CDG79 pour soutenir les collectivités dans le domaine de la cybersécurité, est en cours d'étude et de réflexion. Tout arbitrage favorable à une prise de compétences en la matière, sera nécessairement accompagné des garanties financières destinées à assurer l'équilibre budgétaire des actions mises en œuvre.

Pour 2025

Concernant les dépenses de fonctionnement :

| Charges | Evolution retenue | Observations - remarques |
|------------------------------------|-------------------|--|
| Charges de personnel CDG | + 4,5 % | -Impact de la hausse des cotisations dont CNRACL -Recrutement sur le poste vacant d'assistant logiciels -Accompagnement 1 ou 2 agents en PPR -GVT -Impact de l'actualisation du RIFSEEP -Impact absentéisme |
| Charges de personnel intérim | - 5 % | -Réduction attendue des enveloppes dédiées des collectivités non affiliées |
| Charges à caractère général | -5% | Hausse de +3% pour : -Hausse de certaines prestations en raison du contexte inflationniste, et notamment la maintenance (logiciels...) -Plan d'actions « secrétaire de mairie » (financement des formations) Baisse pour l'arrêt des prises en charges des expertises médicales, les formations FMPE... |
| Remboursement heures syndicales | + 15 % | |
| Autres charges de gestion courante | + 5 % | -Hausse de certaines prestations en raison du contexte inflationniste, et notamment la maintenance (logiciels...) |
| Charges financières | = | -Pas de recours à l'emprunt |
| Charges exceptionnelles | = | -Aucune charge exceptionnelle en prospective, celles-ci étant par nature ponctuelles et imprévisibles, donc difficile à prévoir à l'avance |

Concernant les recettes de fonctionnement :

| Recettes | Evolution retenue | Observations - remarques |
|--------------------------|-------------------|---|
| Cotisations | + 2 % | |
| Recettes intérim | - 4,5 % | -Augmentation des taux de commissionnement (5,5% pour les collectivités affiliées et 7,5% pour les non affiliées) -Réduction prévisible des enveloppes dédiées des collectivités non affiliées |
| Recettes autres services | + 5 % | -Evolution de certains tarifs -Application d'un tarif pour le plan d'actions « secrétaire de mairie », la mission DPD -Mise en place de la 6 ^{ème} convention avec le FIPHFP (versement de 40 %) |
| Autres recettes | = | |
| Produits exceptionnels | = | -Aucun produit exceptionnel en prospective, ceux-ci étant par nature ponctuels et imprévisibles, donc difficile à prévoir à l'avance |

Pour 2026

Concernant les dépenses de fonctionnement :

| Charges | Evolution retenue | Observations - remarques |
|------------------------------------|-------------------|--|
| Charges de personnel CDG | + 4 % | -Impact de la hausse des cotisations dont CNRACL - Impact de la réforme de la PSC (montant de la participation employeur) -Impact de la révision du RIFSEEP en année pleine -Anticipation de départs à la retraite (tuilages ?) -GVT |
| Charges de personnel intérim | - 5 % | -Réduction attendue des enveloppes dédiées des collectivités non affiliées |
| Charges à caractère général | + 2 % | -Hausse de certaines prestations en raison du contexte inflationniste |
| Remboursement heures syndicales | + 5 % | -Dynamique d'une année électorale |
| Autres charges de gestion courante | + 5 % | -Prise en compte, en fonctionnement, des choix opérés dans le cadre du plan de transformation numérique |
| Charges financières | = | -Pas de recours à l'emprunt |
| Charges exceptionnelles | = | -Aucune charge exceptionnelle en prospective, celles-ci étant par nature ponctuelles et imprévisibles, donc difficile à prévoir à l'avance |

Concernant les recettes de fonctionnement :

| Recettes | Evolution retenue | Observations - remarques |
|--------------------------|-------------------|--|
| Cotisations | + 2 % | |
| Recettes intérim | - 5 % | -Réduction attendue des enveloppes dédiées des collectivités non affiliées |
| Recettes autres services | + 3 % | |
| Autres recettes | = | |
| Produits exceptionnels | = | -Aucun produit exceptionnel en prospective, ceux-ci étant par nature ponctuels et imprévisibles, donc difficile à prévoir à l'avance |

En investissement, un certain retour à la normale en 2025, tel qu'annoncé

D'une manière générale, les dépenses d'investissement sont relativement confidentielles pour le CDG79. Les deux exercices budgétaires précédents ont toutefois été marqués par un effort conséquent, de l'ordre de 300 K€ par an, autour des principaux engagements suivants :

- Le plan de transformation numérique, incluant la refonte des infrastructures, un parcours structuré autour de la cybersécurité (dans le cadre du dispositif « France Relance » engagé auprès de l'ANSSI), des évolutions de solutions logicielles au cœur de l'activité de l'établissement

(SIRH, GED, logiciels métier...).

- La mise en place d'une fibre noire entre les deux bâtiments, d'un intranet...
- L'aménagement de l'accueil et du patio au siège de l'établissement.

A certains égards, 2025 devrait permettre de renouer avec des niveaux d'investissement plus habituels autour de 150 K€ et intégrant les opérations indicatives ci-après :

- La finalisation du plan de transformation numérique (avec des interventions de contrôle de niveau de sécurité, des tests d'intrusion, des logiciels...) pour 50 K€ (en restes à réaliser)
- Le renouvellement partiel de la flotte automobile au regard de son ancienneté (50 K€)
- Une enveloppe consacrée au renouvellement des matériels informatiques, des copieurs, du mobilier... (30 K€)
- Une enveloppe consacrée à l'entretien et la maintenance des bâtiments et locaux appartenant au CDG79 (ex : réflexion sur la sécurisation des accès, changement des filtres opaques du vitrage...) pour 20 K€

FICHE N°7

LES PREVISIONS BUDGETAIRES 2025 PAR SERVICE OU MISSION

[ET PREMICES DE PROJECTIONS POUR 2026]

Le CDG79 a expérimenté, à partir de 2022, son dispositif de comptabilité analytique. Celui-ci, même s'il demeure perfectible, commence à donner à voir des éléments comparatifs intéressants.

Aussi, comme chaque année, les projections par service ou mission, proposées ci-après, présentent :

- Les réalisations 2022 et 2023.
- Les prévisions 2024, telles qu'elles avaient pu être présentées lors des orientations budgétaires de l'année passée.
- Les réalisations estimées pour 2024, telles qu'il est possible de les identifier à ce jour.
- Les prévisions pour 2025.
- Des projections, indicatives à ce stade, pour 2026.

Les principaux enjeux et risques portent sur les services et activités suivants :

- Médecine de prévention : le service est largement déficitaire avec un tarif très en deçà du coût réel du service (parmi les plus bas de France), malgré des ajustements forts décidés ces dernières années. Toute perspective de recrutement, pourtant indispensable pour sécuriser l'activité du service et lui permettre de répondre dans de meilleures conditions aux besoins des territoires, viendra creuser ce déficit, étant entendu que le partenariat avec les collectivités non affiliées, visant à une mutualisation du service, s'est quelque peu fragilisé avec le retrait du Conseil départemental.
- Prestations informatiques d'assistance logiciels : le service est déficitaire d'un point de vue structurel. Le partenariat avec l'éditeur EKSAE, dont la dynamique actuelle est rassurante, a été consolidé sans que cela ne laisse apparaître de réelles opportunités financières à brève échéance. Un poste d'assistant logiciels, vacant depuis octobre 2023, devrait enfin être pourvu à partir de mars 2025.

- Travaux à façon Paie : l'activité du service a connu une évolution de 17 % en 2024. Elle reste néanmoins déficitaire au regard des engagements pris pour absorber par anticipation les évolutions à venir (changement de logiciel, recrutement d'une gestionnaire de paie...).
- Plan d'actions « secrétaire général de mairie » : le financement des dispositifs de formation proposés n'est toujours pas stabilisé en l'absence d'arbitrages pérennes des différents partenaires (Conseil régional Nouvelle-Aquitaine ; CNFPT ; France Travail) et du retrait du Conseil départemental. L'adhésion des communes de moins de 3500 habitants aux actions proposées dans le cadre du réseau départemental des secrétaires généraux de mairie pourrait permettre d'asseoir l'activité de façon plus sereine.
- Archives : la première année pleine d'activité du service a été rassurante avec 482 jours de missions. Un déficit budgétaire peut être constaté mais s'explique par l'application, sur le premier semestre 2024, de tarifs dits préférentiels (de 50 % inférieurs aux tarifs en vigueur) pour prendre en considération les engagements passés antérieurement à la création du service. Le « carnet de commandes » des trois archivistes est quasiment rempli pour 2025, laissant entrevoir la possibilité de se rapprocher de l'équilibre financier.
- Protection sociale complémentaire : une double consultation va être lancée en 2025 pour être opérationnel dès le 1^{er} janvier 2026 sur la santé (en collaboration avec d'autres CDG) et sur la prévoyance (dans une démarche spécifique au CDG79). Au-delà du montant des participations en tant qu'employeur (à revaloriser le cas échéant pour la prévoyance et à instaurer pour la santé en 2026), des dépenses devront être prises en charge par le CDG79 : frais de consultation, honoraires de l'AMO, temps passé par les services... La mise en place d'un commissionnement, comme ont déjà pu le décider certains CDG (exemple : cotisation de 400 à 1 800 €/an pour le CDG30), devra être examinée dans le courant de l'année 2025.
- Cybersécurité : comme évoqué précédemment, faute d'opérateurs publics de services numériques dans notre département, le positionnement du CDG79 pour soutenir les collectivités face à la multiplication des cybermenaces, devra être étudié. De toute façon, dans la perspective de la Directive européenne NIS2, le CDG79 devra, pour ses propres besoins et en tant qu'entité qualifiée d'essentielle, désigner un responsable de la sécurité des systèmes d'informations (RSSI) auprès de l'agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Cette obligation peut se transformer en opportunité pour structurer une offre d'accompagnement et de

sensibilisation aux risques cyber à destination des collectivités et des établissements publics du département. Tout arbitrage favorable à une prise de compétences en la matière, devra nécessairement être accompagné des garanties financières destinées à assurer l'équilibre budgétaire des actions mises en œuvre.

- Handicap : une 6^{ème} convention de partenariat va être signée avec le FIPHFP pour couvrir la période 2025-2028 avec un montant global de financement prévisionnel de 238 400 €.

INSTANCES

Enjeux et risques :

- Repositionnement de toutes les instances dans ce budget, y compris la formation spécialisée du CST
- Inscription en recette du montant de cotisation limité au strict nécessaire à l'équilibre du budget du service (contrairement à 2022 et 2023)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 87 238 | | 42 407 | | 47 300 | | 75 032 | | 77 300 | | 79 600 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 48 799 | | 68 862 | | 72 305 | | 55 549 | | 58 300 | | 61 200 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | 122 | | | | 174 | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 144 926 | | 153 776 | | 172 700 | | 186 261 | | 178 900 | | 171 525 | |
| Charges de personnel du service | | | | | 139 000 | | 152 847 | | 136 200 | | 127 825 | |
| Charges de personnel support | | | | | 33 700 | | 33 414 | | 36 200 | | 37 000 | |
| Charges de personnel intérimaires ou mutualisation | | | | | | | | | 6 500 | | 6 700 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 594 480 | | 267 686 | | 257 305 | | 277 937 | | 295 721 | | 294 725 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | 4 274 | | 15 892 | | 16 500 | | 18 653 | | 18 780 | | 17 600 |
| FCTVA | | | | | 3 000 | | 3 016 | | 3 180 | | 2 000 | |
| Autres subventions | | | | | 13 500 | | 15 637 | | 15 600 | | 15 600 | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 319 | | 490 | | | | 990 | | | | |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | | | | | 2 368 | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | 6 555 | | - | | 18 500 | | 17 068 | | - | | - |
| TOTAL | 280 963 | 605 628 | 265 167 | 284 068 | 292 305 | 292 305 | 317 017 | 317 017 | 314 500 | 314 500 | 312 325 | 312 325 |
| RESULTAT | 324 665 | | 18 901 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

CENTRALE D'ACHAT – MARCHE RGPD (DPD)

Enjeux et risques :

- Finalisation en juin 2024 du marché de mise en conformité au titre du RGPD
- Lancement, sur le deuxième semestre 2024, d'une consultation, via la centrale d'achat, pour la mission de Délégué à la Protection des Données (DPD ou DPO), sans que le CDG79 n'assure l'interface des flux financiers entre les collectivités et le prestataire retenu.
- Choix de la société DATA VIGI PROTECTION (80) pour la mission de DPD sur l'ensemble des lots proposés, pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2025, renouvelable une fois pour la même période (soit jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard).
- En 2024, prise en charge des coûts liés aux missions d'AMO et aux procédures de marché pour un total de 18 K€ TTC.
- Mise en place d'un commissionnement de 12 % assis sur la base du montant hors taxe (HT) des prestations réalisées.

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 305 757 | | 113 563 | | 16 850 | | 18 042 | | 1 500 | | 1 600 | |
| <i>Achats de Prestations de services</i> | 305 193 | | 112 975 | | 3 000 | | 530 | | | | | |
| <i>Frais de consultation nouveau marché</i> | | | | | 12 850 | | 17 084 | | | | | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 43 | | 52 | | | | 42 | | - | | - | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | - | | - | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 5 918 | | 6 023 | | 3 100 | | 3 198 | | 3 200 | | 3 400 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 2 300 | | 2 475 | | 2 350 | | 2 400 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 800 | | 723 | | 800 | | 900 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 50 | | 100 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 302 431 | | 112 790 | | 18 000 | | 3 180 | | 15 000 | | 15 000 |
| <i>Refacturation prestations de services</i> | | | | | | 3 000 | | 3 180 | | | | |
| <i>Commissionnement nouveau marché RGPD</i> | | | | | | 15 000 | | | | 15 000 | | 15 000 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 10 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | 311 718 | 302 441 | 119 638 | 112 790 | 19 950 | 18 000 | 21 282 | 3 180 | 4 700 | 15 000 | 5 000 | 15 000 |
| RESULTAT | | -9 277 | | -6 847 | | -1 950 | | -18 102 | | 10 300 | | 10 000 |

AIDE A L'ARCHIVAGE

Enjeux et risques :

- Création du service au 1^{er} mai 2023 à partir de la pérennisation de 3 postes antérieurement portés par le service Intérim
- Demande de subvention pour le lancement de l'activité, rejetée par le Conseil départemental
- Tarification « remise », appliquée sur les missions jusqu'à juin 2024 pour prendre en considération les engagements pris antérieurement à la création du service
- Hausse du tarif de 5 % pour les nouvelles missions contractées à partir du 1^{er} janvier 2025
- Réflexion sur le développement de nouvelles missions, notamment autour de l'archivage électronique

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|--------------|----------|--------------|----------|------------------|----------|--------------|----------|------------------|----------|------------------|----------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | | | 5 568 | | 20 000 | | 8 820 | | 10 000 | | 10 000 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | - | | | | - | | | | | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | | | 58 076 | | 122 700 | | 118 650 | | 126 800 | | 128 600 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 122 700 | | 118 650 | | 126 800 | | 128 600 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | - | | | | - | | - | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | | | | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | | | 36 000 | | 114 900 | | 119 100 | | 150 000 | | 157 500 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | | | - | | | | | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | | - | | | | | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | | | - | | | | | | | | |
| TOTAL | - | - | 63 645 | 36 000 | 142 700 | 114 900 | 127 470 | 119 100 | 136 800 | 150 000 | 138 600 | 157 500 |
| RESULTAT | 0 | | -27 645 | | -27 800 | | -8 370 | | 13 200 | | 18 900 | |

Pôle

« expertise statutaire et GRH »

GESTION STATUTAIRE DES RH

Enjeux et risques :

- Stabilisation des effectifs du service autour de la mise en place d'un.e responsable de service en 2024
- Evolution difficilement prévisible du niveau de remboursement des heures syndicales, en très forte augmentation (projections de +50% entre le début et la fin du mandat)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 67 829 | | 71 915 | | 71 900 | | 53 725 | | 58 400 | | 59 400 | |
| <i>Droit au chômage</i> | 14 509 | | 17 335 | | 18 000 | | 14 400 | | 18 000 | | 18 000 | |
| <i>Loyer local syndical</i> | 8 515 | | 8 121 | | 9 600 | | 9 498 | | 9 600 | | 9 600 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 252 654 | | 307 826 | | 330 102 | | 329 196 | | 377 369 | | 396 274 | |
| <i>Remb. Heures syndicales</i> | 249 843 | | 293 443 | | 315 000 | | 314 798 | | 362 250 | | 380 400 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 136 418 | | 182 483 | | 141 700 | | 208 906 | | 205 000 | | 271 000 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 108 200 | | 176 360 | | 105 000 | | 168 900 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 33 500 | | 32 546 | | 36 000 | | 36 800 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 64 000 | | 65 300 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 470 501 | | 545 281 | | 543 702 | | 522 817 | | 640 769 | | 726 674 |
| <i>Cotisations obligatoires</i> | | 456 326 | | 528 082 | | 527 202 | | 507 677 | | 623 369 | | 709 274 |
| <i>Refacturation Droit au chômage</i> | | 14 012 | | 16 833 | | 16 500 | | 14 400 | | 17 400 | | 17 400 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 200 | | - | | | | - | | | | |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | | | | | 7 027 | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | 17 171 | | | | 61 983 | | | | |
| TOTAL | 456 901 | 470 701 | 562 223 | 562 452 | 543 702 | 543 702 | 591 827 | 591 827 | 640 769 | 640 769 | 726 674 | 726 674 |
| RESULTAT | 13 800 | | 228 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

CONSEIL JURIDIQUE ET STATUTAIRE

Enjeux et risques :

- 2022-23 : évolution du poste en interne de conseiller juridique et statutaire vers une adhésion au service interdépartemental d'expertise RH et de production documentaire de la Coopération régionale NACOOPE
- Tarification de certaines expertises dites complexes au titre des prestations RH (transfert de personnels, dissolution de structures, fusion de collectivités...)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 29 136 | | 30 340 | | 36 800 | | 16 287 | | 16 800 | | 17 400 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 895 | | 2 699 | | 2 900 | | 2 053 | | 2 200 | | 2 400 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 138 819 | | 148 111 | | 169 200 | | 186 300 | | 181 800 | | 185 900 | |
| Charges de personnel du service | | | | | 128 100 | | 146 521 | | 129 800 | | 132 800 | |
| Charges de personnel support | | | | | 41 100 | | 39 779 | | 44 000 | | 44 900 | |
| Charges de personnel intérimaires + mutualisation | | | | | | | | | 8 000 | | 8 200 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 150 076 | | 181 341 | | 208 900 | | 204 640 | | 200 800 | | 205 700 |
| Cotisations Additionnelles | | 150 076 | | 181 341 | | 208 900 | | 204 640 | | 200 800 | | 205 700 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 215 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | 1 870 | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | 168 850 | 152 161 | 181 150 | 181 341 | 208 900 | 208 900 | 204 640 | 204 640 | 200 800 | 200 800 | 205 700 | 205 700 |
| RESULTAT | -16 689 | | 192 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

AIDE AUX DOSSIERS RETRAITE

Enjeux et risques :

- Evolution des conventionnements et donc des financements de la Caisse des Dépôts / CNRACL
- Répartition floue entre mission obligatoire et prestation facultative
- Evolution du nombre de dossiers et des délais de traitement des dossiers au regard des réformes successives de la retraite
- Nouveaux conventionnements proposés aux collectivités entre le 1^{er} février 2025 et le 31 décembre 2028, sur la base d'une grille tarifaire modifiée (adhésion et prestations à la carte)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 6 427 | | 3 897 | | 6 400 | | 5 707 | | 5 900 | | 6 100 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 469 | | 698 | | 800 | | 552 | | 600 | | 700 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 68 527 | | 33 934 | | 64 200 | | 58 006 | | 61 050 | | 62 600 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 49 800 | | 44 120 | | 45 650 | | 46 800 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 14 400 | | 13 886 | | 15 400 | | 15 800 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | | | | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 69 865 | | 31 366 | | 64 400 | | 59 118 | | 62 050 | | 63 900 |
| <i>Cotisations Additionnelles</i> | | 69 224 | | 24 166 | | 56 400 | | 47 468 | | 22 050 | | 23 900 |
| <i>Prestations retraite et adhésions</i> | | 641 | | 7 200 | | 8 000 | | 11 650 | | 40 000 | | 40 000 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | - | | - | | - | | - |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 7 223 | | 7 202 | | 7 000 | | 5 148 | | 5 500 | | 5 500 |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | - | | - | | - | | - |
| TOTAL | 75 423 | 77 088 | 38 529 | 38 569 | 71 400 | 71 400 | 64 266 | 64 266 | 67 550 | 67 550 | 69 400 | 69 400 |
| RESULTAT | 1 665 | | 40 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

PRESTATIONS RH
CONSEIL EN ORGANISATION – GPEEC – MEDIATION – COACHING –
ENQUETE ADMINISTRATIVE - SIGNALEMENT

Enjeux et risques :

- Evolution progressive du périmètre de l'offre de services : conseil en organisation, médiation, coaching, enquête administrative, signalements, GPEC
- Evolution progressive du nombre de saisines et d'interventions
- Complexité des dossiers et du volume de travail induit (interventions non valorisées au coût réel)
- 1 poste VTA projeté en 2022 (coût : 29 K€ / aide : 15 K€) => Non réalisé et projet abandonné au regard de l'absence de candidats

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|----------------|--------------|----------------|--------------|------------------|---------------|----------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 10 873 | | 2 465 | | 7 600 | | 13 826 | | 5 600 | | 5 800 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 85 | | 214 | | 700 | | 270 | | 300 | | 400 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 24 225 | | 29 756 | | 90 800 | | 96 516 | | 62 700 | | 64 400 | |
| Charges de personnel du service | | | | | 79 600 | | 77 711 | | 50 200 | | 51 500 | |
| Charges de personnel support | | | | | 11 200 | | 18 804 | | 12 000 | | 12 300 | |
| Charges de personnel intérimaires | | | | | | | | | 500 | | 600 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 4 000 | | 8 650 | | 30 000 | | 66 175 | | 30 000 | | 30 000 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 20 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | 35 183 | 4 020 | 32 435 | 8 650 | 99 100 | 30 000 | 110 612 | 66 175 | 68 600 | 30 000 | 70 600 | 30 000 |
| RESULTAT | -31 163 | | -23 785 | | -69 100 | | -44 437 | | -38 600 | | -40 600 | |

Pôle

« accès et maintien dans l'emploi »

AIDE AU RECRUTEMENT

Enjeux et risques :

- Evolution aléatoire des missions d'une année sur l'autre
- Réflexion quant au maintien ou non de la prise en charge du coût des vacances pour les intervenants extérieurs invités à participer aux jurys de recrutement aux côtés des employeurs publics

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 755 | | 3 201 | | 2 700 | | 2 891 | | 3 000 | | 3 100 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 140 | | 430 | | 500 | | 315 | | 400 | | 500 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 21 578 | | 23 369 | | 20 500 | | 20 106 | | 25 000 | | 25 750 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 15 200 | | 15 766 | | 19 100 | | 19 550 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 5 300 | | 4 339 | | 5 600 | | 5 800 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 300 | | 400 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 25 041 | | 27 051 | | 23 700 | | 23 312 | | 28 400 | | 29 350 |
| <i>Cotisations Additionnelles</i> | | 25 041 | | 27 051 | | 23 700 | | 23 312 | | 28 400 | | 29 350 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 34 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | 24 473 | 25 075 | 27 000 | 27 051 | 23 700 | 23 700 | 23 312 | 23 312 | 28 400 | 28 400 | 29 350 | 29 350 |
| RESULTAT | 601 | | 52 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

CONSEIL EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

MOBILITE DITE CHOISIE

Enjeux et risques :

- Lancement de la mission en 2022 avec un objectif cible théorique de 24 accompagnements tarifés par an
- 66 conventions d'adhésion à 150 € sur la première période 2022-2024 ; 52 adhésions pour la période 2025-2027 (dont 36 re-adhésions)
- 8 bilans professionnels tarifés en 2023 et 11 en 2024

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|----------------|--------------|----------------|--------------|------------------|---------------|----------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 6 293 | | 5 408 | | 5 400 | | 5 374 | | 5 600 | | 5 800 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 860 | | 1 022 | | 1 100 | | 394 | | 500 | | 600 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 43 577 | | 37 924 | | 46 900 | | 55 417 | | 49 500 | | 50 250 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 35 200 | | 42 977 | | 36 400 | | 36 750 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 11 700 | | 12 440 | | 12 500 | | 12 800 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 600 | | 700 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 9 750 | | 7 850 | | 26 250 | | 26 500 | | 26 250 | | 26 250 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 70 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | 50 730 | 9 820 | 44 353 | 7 850 | 53 400 | 26 250 | 61 185 | 26 500 | 55 600 | 26 250 | 56 650 | 26 250 |
| RESULTAT | -40 910 | | -36 503 | | -27 150 | | -34 685 | | -29 350 | | -30 400 | |

CONSEIL EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

MOBILITE DITE CONTRAINTE

Enjeux et risques :

- 128 accompagnements PPR depuis la mise en place du dispositif (dont 44 pour les collectivités non affiliées) et 26 lancés en 2024

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|--------------|----------|--------------|----------|------------------|----------|--------------|----------|------------------|----------|------------------|----------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | | | 8 929 | | 9 200 | | 13 970 | | 14 400 | | 14 900 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | 1 597 | | 1 700 | | 1 194 | | 1 300 | | 1 400 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | | | 89 103 | | 84 000 | | 82 667 | | 99 500 | | 101 700 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 62 300 | | 62 705 | | 74 800 | | 76 400 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 21 700 | | 19 962 | | 23 400 | | 23 900 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 1 300 | | 1 400 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | | | 99 743 | | 94 900 | | 97 831 | | 115 200 | | 118 000 |
| <i>Cotisations obligatoires</i> | | | | 99 743 | | 94 900 | | 97 831 | | 115 200 | | 118 000 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | - | - | 99 629 | 99 743 | 94 900 | 94 900 | 97 830 | 97 831 | 115 200 | 115 200 | 118 000 | 118 000 |
| RESULTAT | 0 | | 114 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

EMPLOI TERRITORIAL

Enjeux et risques :

- Adhésion en 2021 au service interdépartemental dédié aux concours et aux examens de la Coopération régionale NACOOPE pour un montant annuel estimé approximativement à 45 K€ (variable selon le nombre et la nature des concours et examens organisés)
- Evolution des activités au regard des besoins d'attractivité des métiers de la FPT avec des enjeux d'action sur des métiers en tension (ex : secrétaires de mairie ; aide-soignant ; commis de cuisine...)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL <i>Prestation concours par Nacopé</i> | 73 749 | | 38 391 | | 56 400 | | 52 884 | | 52 800 | | 53 100 | |
| | | | 32 554 | | 45 000 | | 45 408 | | 45 000 | | 45 000 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 937 | | 6 518 | | 6 900 | | 6 145 | | 6 500 | | 6 900 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES <i>Charges de personnel du service</i> <i>Charges de personnel support</i> <i>Charges de personnel intérimaires</i> | 184 253 | | 41 782 | | 55 600 | | 58 031 | | 50 950 | | 52 300 | |
| | | | | | 43 800 | | 44 000 | | 37 650 | | 38 600 | |
| | | | | | 11 800 | | 14 031 | | 12 600 | | 12 900 | |
| | | | | | | | | | 700 | | 800 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES <i>Cotisations obligatoires</i> | | 216 005 | | 86 750 | | 118 900 | | 117 060 | | 110 250 | | 112 300 |
| | | 199 487 | | 83 583 | | 118 900 | | 116 492 | | 110 250 | | 112 300 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | 47 362 | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 225 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | 1 917 | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | 258 939 | 265 509 | 86 692 | 86 750 | 118 900 | 118 900 | 117 060 | 117 060 | 110 250 | 110 250 | 112 300 | 112 300 |
| RESULTAT | 6 570 | | 59 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

SUIVI DES FMPE*

*Fonctionnaires momentanément privés d'emploi

Enjeux et risques :

- 5 dossiers en gestion en 2025 : 3 agents de catégorie A (dont 2 en disponibilité) ; 1 agent de catégorie B ; 2 agents de catégorie C (dont 1 sur janvier seulement)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Prospective 2023 | | Projection réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|---|---------------|---------------|------------------|---------------|-------------------------|---------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | | | | | - | | | | 7 680 | | 5 800 | | 3 050 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | | | - | | | | - | | | | | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 51 116 | | 42 000 | | 88 479 | | 130 000 | | 120 653 | | 142 600 | | 119 100 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 12 288 | | 6 000 | | 22 925 | | 25 000 | | 27 277 | | 2 000 | | - |
| <i>Cotisations obligatoires</i> | | | | | | - | | | | - | | | | |
| <i>Autres conventions et remboursements</i> | | | | | | 22 925 | | 25 000 | | 27 277 | | 2 000 | | |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | 46 402 | | 40 500 | | 65 351 | | 140 000 | | 111 008 | | 177 400 | | 132 300 |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | | | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | | | | | 5 793 | | | | 1 320 | | | | |
| TOTAL | 51 116 | 58 690 | 42 000 | 46 500 | 88 479 | 94 069 | 130 000 | 165 000 | 128 333 | 139 604 | 148 400 | 179 400 | 122 150 | 132 300 |
| RESULTAT | 7 574 | | 4 500 | | 5 589 | | 35 000 | | 11 272 | | 31 000 | | 10 150 | |

HANDICAP

APPRENTISSAGE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Enjeux et risques :

- Echéance au 31 décembre 2024 de la 5^{ème} convention triennale de partenariat avec le FIPHP (subvention potentielle de l'ordre de 180 K€ sur 3 exercices, avec versement du solde en 2024 en fonction des objectifs atteints)
- Validation d'une 6^{ème} convention quadriennale de partenariat 2025-2028 avec une subvention sollicitée à hauteur de 238 K€ sur 4 exercices, versée comme suit :
 - 1^{er} versement de 40 % en 2025
 - 2^{ème} versement de 40 % en 2027
 - 3^{ème} versement, soit le solde de 20 %, en 2029

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 753 | | 4 707 | | 3 900 | | 4 793 | | 5 000 | | 5 200 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 213 | | 809 | | 900 | | 592 | | 700 | | 800 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 36 126 | | 40 656 | | 34 300 | | 38 590 | | 38 500 | | 39 500 | |
| Charges de personnel du service | | | | | 25 900 | | 30 489 | | 28 900 | | 29 600 | |
| Charges de personnel support | | | | | 8 400 | | 8 100 | | 9 000 | | 9 200 | |
| Charges de personnel intérimaires | | | | | | | | | 600 | | 700 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | - | | - | | 2 700 | | 7 075 | | - | | 45 500 |
| Cotisations Additionnelles | | | | | | 2 700 | | 7 075 | | | | 45 500 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | 83 300 | | 73 800 | | 36 400 | | 36 900 | | 95 360 | | - |
| Subvention FIPHP | | | | | | 36 400 | | 36 900 | | 95 360 | | - |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 51 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | 41 092 | 83 351 | 46 171 | 73 800 | 39 100 | 39 100 | 43 975 | 43 975 | 44 200 | 95 360 | 45 500 | 45 500 |
| RESULTAT | 42 259 | | 27 629 | | 0 | | 0 | | 51 160 | | 0 | |

INTERIM – EMPLOI TEMPORAIRE

Enjeux et risques :

- Hausse des tarifs de commissionnement pour 2025 : taux de 5,5% (au lieu de 5%) pour les collectivités affiliées et de 7,5% (au lieu de 7%) pour les collectivités non affiliées
- Diminution attendue du recours à l'intérim par l'ensemble des collectivités, et en particulier les collectivités non affiliées – MAIS baisse du nombre des paies et hausse du nombre des contrats !
- Départ à la retraite d'un agent en 2025 : non remplacement en fonction de l'activité du service
- Poursuite de la dématérialisation de l'activité du service

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 96 401 | | 80 678 | | 66 500 | | 63 430 | | 65 300 | | 67 300 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 2 087 | | 14 293 | | 13 600 | | 17 100 | | 18 000 | | 18 900 | |
| 66 CHARGES FINANCIERES | - | | 1 711 | | 4 000 | | 3 521 | | 4 000 | | 4 000 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | 6 429 | | 7 760 | | 8 000 | | - | | - | | - | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 278 145 | | 287 416 | | 252 500 | | 240 705 | | 260 700 | | 254 600 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 184 400 | | 180 965 | | 184 600 | | 176 900 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 68 100 | | 59 740 | | 73 100 | | 74 600 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 3 000 | | 3 100 | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL INTERIMAIRES | 10 870 053 | | 9 560 212 | | 8 797 000 | | 8 878 982 | | 8 435 100 | | 8 013 400 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 11 147 642 | | 9 888 985 | | 9 162 000 | | 9 225 298 | | 8 813 100 | | 8 372 500 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 503 | | 2 | | | | 1 | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | 107 760 | | 32 326 | | 25 000 | | 28 901 | | 25 000 | | 25 000 |
| TOTAL | 11 253 115 | 11 255 905 | 9 952 070 | 9 921 313 | 9 141 600 | 9 187 000 | 9 203 737 | 9 254 200 | 8 783 100 | 8 838 100 | 8 358 200 | 8 397 500 |
| RESULTAT | 2 790 | | -30 757 | | 45 400 | | 50 463 | | 55 000 | | 39 300 | |

PLAN D' ACTIONS « SECRETAIRE GENERAL DE MAIRIE »

Enjeux et risques :

- Plan d'actions validé en mai 2022 en partenariat avec l'association des maires, autour de 4 axes stratégiques et d'une quinzaine d'actions
- Recrutement au 1^{er} novembre 2023 d'une cheffe de projet pour accompagner son déploiement
- Lancement en septembre 2023 d'un diplôme universitaire (question du financement régional et retrait du financement départemental de 7 K€)
- Reconduction de sessions annuelles de formation de secrétaires de mairie intérimaires en lien avec France Travail et le CNFPT (question du financement)
- Application en 2025 d'une grille tarifaire autour des interventions de la cheffe de projets et de l'animation du réseau départemental de secrétaires généraux de mairie

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 HYPOTHESE 1 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|---|--------------|----------|--------------|----------|---------------------------------|----------|--------------|----------|------------------|----------|------------------|----------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | | | 9 686 | | 32 525 | | 24 986 | | 25 325 | | 25 625 | |
| <i>Formation DU</i> | | | | | 16 225 | | 16 225 | | 16 225 | | 16 225 | |
| <i>Formation SM</i> | | | | | - | | | | - | | - | |
| <i>Licence universitaire</i> | | | | | | | | | - | | - | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | 390 | | 700 | | 398 | | 500 | | 600 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | | | 21 677 | | 85 900 | | 98 012 | | 77 630 | | 79 550 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 70 900 | | 79 208 | | 60 830 | | 62 250 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 15 000 | | 18 804 | | 16 000 | | 16 400 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 800 | | 900 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | | | - | | 25 000 | | 16 225 | | 32 225 | | 30 000 |
| <i>Adhésion des collectivités</i> | | | | | | 20 000 | | | | 25 000 | | 25 000 |
| <i>Prestations de services</i> | | | | | | 5 000 | | | | 5 000 | | 5 000 |
| <i>Participation DU</i> | | | | | | | | 16 225 | | 2 225 | | |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | | | - | | 9 225 | | - | | - | | - |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | | | - | | | | - | | | | |
| TOTAL | - | - | 31 752 | - | 119 125 | 34 225 | 123 396 | 16 225 | 103 455 | 32 225 | 105 775 | 30 000 |
| RESULTAT | 0 | | -31 752 | | -84 900 | | -107 171 | | -71 230 | | -75 775 | |

Pôle

« santé et conditions de travail »

ASSURANCES DES RISQUES STATUTAIRES

Enjeux et risques :

- Renouvellement du contrat groupe avec CNP-RELYENS à compter du 1^{er} janvier 2024 pour une durée de 4 ans
- Forte mutualisation avec une légère hausse du nombre des adhérents (289 contre 282 sur le précédent marché)
- Augmentation du taux de facturation des frais de gestion actuellement fixé à 0,19% de la masse salariale assurée

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 14 542 | | 29 521 | | 18 400 | | 16 265 | | 16 800 | | 17 400 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 937 | | 1 247 | | 1 400 | | 1 111 | | 1 200 | | 1 300 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 131 857 | | 153 624 | | 139 500 | | 145 867 | | 148 350 | | 152 050 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 105 200 | | 112 598 | | 109 950 | | 112 750 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 34 300 | | 33 269 | | 36 800 | | 37 600 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 1 600 | | 1 700 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 145 330 | | 158 106 | | 210 235 | | 260 877 | | 264 700 | | 268 600 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 225 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | 19 169 | | | | 15 706 | | | | |
| TOTAL | 147 336 | 145 555 | 184 391 | 177 275 | 159 300 | 210 235 | 163 243 | 276 583 | 166 350 | 264 700 | 170 750 | 268 600 |
| RESULTAT | -1 781 | | -7 116 | | 50 935 | | 113 340 | | 98 350 | | 97 850 | |

CONSEIL MEDICAL

Enjeux et risques :

- Fusion, début 2022, du comité médical et de la commission de réforme (ordonnance n°2020-1447 du 25 novembre 2020 et décret du 11 mars 2022)
- Problématiques de la disponibilité des médecins, de leur rémunération...
- Evolution des tarifs en 2024 (225 €/dossier) et 2025 (250 €/dossier) pour les collectivités non affiliées (177 dossiers en 2024)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 55 655 | | 58 141 | | 63 500 | | 55 619 | | 38 700 | | 39 300 | |
| <i>Honoraires médicaux</i> | 42 788 | | 39 749 | | 45 000 | | 37 481 | | 20 000 | | 20 000 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 3 175 | | 6 883 | | 7 227 | | 6 756 | | 7 100 | | 7 500 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | 368 | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 153 611 | | 167 093 | | 169 500 | | 174 560 | | 179 200 | | 183 500 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 129 200 | | 135 505 | | 136 000 | | 139 400 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 40 300 | | 39 055 | | 43 200 | | 44 100 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | | | | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 218 668 | | 232 351 | | 240 227 | | 235 777 | | 225 000 | | 230 300 |
| <i>Cotisations obligatoires</i> | | 174 547 | | 179 064 | | 176 027 | | 173 340 | | 182 500 | | 187 800 |
| <i>Facturation expertises</i> | | 44 121 | | 37 392 | | 47 200 | | 22 612 | | | | |
| <i>Frais de dossiers</i> | | 13 400 | | 15 894 | | 17 000 | | 39 825 | | 42 500 | | 42 500 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 133 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | | | 1 158 | | | | |
| TOTAL | 212 809 | 218 801 | 232 117 | 232 351 | 240 227 | 240 227 | 236 935 | 236 935 | 225 000 | 225 000 | 230 300 | 230 300 |
| RESULTAT | 5 992 | | 233 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

MEDECINE PREVENTIVE

Enjeux et risques :

- Augmentation des tarifs pour 2025 (tarif à 70 € par agent) – tarif d'équilibre situé entre 90 et 120 € par agent
- Réflexion autour de nouvelles modalités de tarification (exemple : taux de cotisation sur la masse salariale)
- Difficultés de recrutement de médecins du travail et instabilité persistante de l'équipe ; impact financier conséquent du recrutement de médecin (+ 140 K€ par ETP)
- Pérennité et équilibre financier du partenariat avec les collectivités non affiliées à rechercher
- Optimisation des lieux de visite sur le département (réduction du nombre ; priorité aux lieux compatibles avec les exigences de l'activité...)

SCENARIO

Effectif constant = 1 médecin, 3 infirmières, 2 assistantes médicales

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 SCENARIO 1 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|-----------------|----------------|-----------------|----------------|--------------------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 45 681 | | 53 607 | | 52 000 | | 58 794 | | 60 600 | | 62 500 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 1 704 | | 19 512 | | 29 200 | | 21 237 | | 22 300 | | 23 500 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 209 | | - | | | | | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 461 215 | | 556 517 | | 496 700 | | 503 392 | | 525 550 | | 536 200 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 408 100 | | 419 496 | | 422 350 | | 430 800 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 88 600 | | 83 897 | | 95 200 | | 97 200 | |
| <i>Charges de personnel intérimaires</i> | | | | | | | | | 8 000 | | 8 200 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 358 159 | | 520 509 | | 485 000 | | 506 821 | | 594 975 | | 594 975 |
| <i>Dont Autres conventions et remboursements</i> | | 38 164 | | 32 234 | | 35 000 | | 52 998 | | 90 000 | | 90 000 |
| <i>Dont Visites Médicales</i> | | 319 995 | | 488 275 | | 450 000 | | 453 823 | | 504 975 | | 504 975 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | - | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 409 | | - | | | | - | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | 41 669 | | 8 588 | | | | 700 | | | | |
| TOTAL | 509 808 | 400 237 | 629 637 | 529 097 | 577 900 | 485 000 | 583 423 | 507 521 | 608 450 | 594 975 | 622 200 | 594 975 |
| RESULTAT | -109 572 | | -100 540 | | -92 900 | | -75 902 | | -13 475 | | -27 225 | |

PREVENTION

Enjeux et risques :

- Evolution importante du nombre de saisines sur les prestations (audit RPS, démarche QVCT...) et les accompagnements réglementaires (DUERP)
- Complexité des dossiers et volume de travail induit
- Aide FNP de 20 K€ accordée sur les actions mises en place post-COVID et l'actualisation du DUERP (versée par moitié en 2022 et 2024)
- Organisation en 2024 de la journée (gala) de la prévention, sur la base d'un budget a minima
- Réflexion autour de la mise en place d'une mission dite ACFI (inspection)

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|---------------|---------------|------------------|----------------|------------------|----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 14 809 | | 20 174 | | 35 200 | | 16 575 | | 17 100 | | 17 700 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 1 035 | | 2 131 | | 2 300 | | 1 580 | | 1 700 | | 1 800 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | - | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 120 999 | | 126 001 | | 80 600 | | 68 617 | | 88 400 | | 90 500 | |
| Charges de personnel du service | | | | | 62 700 | | 57 045 | | 67 900 | | 69 500 | |
| Charges de personnel support | | | | | 17 900 | | 11 572 | | 19 200 | | 19 600 | |
| Charges de personnel intérimaires | | | | | | | | | 1 300 | | 1 400 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 125 997 | | 148 454 | | 108 100 | | 76 772 | | 107 200 | | 110 000 |
| Cotisations Additionnelles | | 119 997 | | 129 254 | | 86 600 | | 47 822 | | 92 200 | | 95 000 |
| Autres conventions et remboursements | | 6 000 | | 19 200 | | 21 500 | | 28 950 | | 15 000 | | 15 000 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | 10 000 | | - | | 10 000 | | 10 000 | | - | | - |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 174 | | - | | - | | - | | - | | - |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | - | | - | | - | | - |
| TOTAL | 136 843 | 136 171 | 148 306 | 148 454 | 118 100 | 118 100 | 86 772 | 86 772 | 107 200 | 107 200 | 110 000 | 110 000 |
| RESULTAT | -672 | | 148 | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |

Pôle « informatique »

ASSISTANCE LOGICIELS

Enjeux et risques :

- 1 assistant logiciels muté à l'automne 2023, remplacé en mars 2025
- Consolidation du partenariat avec l'éditeur EKSAE, mettant en suspens la recherche de solutions alternatives avec d'autres opérateurs
- Réflexion pour le développement de nouvelles missions dans le domaine du numérique et notamment autour de la cybersécurité

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 20 903 | | 18 847 | | 15 400 | | 20 527 | | 21 100 | | 21 700 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 1 107 | | 1 242 | | 1 304 | | 1 104 | | 1 200 | | 1 300 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 211 525 | | 173 062 | | 192 450 | | 163 012 | | 210 400 | | 223 100 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 146 700 | | 130 032 | | 159 300 | | 170 900 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 45 750 | | 32 980 | | 49 100 | | 50 100 | |
| <i>Charges de personnel intérimaire</i> | | | | | | | | | 2 000 | | 2 100 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 136 378 | | 140 320 | | 130 000 | | 136 574 | | 127 000 | | 132 000 |
| <i>Assistance</i> | | 117 270 | | 119 357 | | 122 000 | | 121 754 | | 112 000 | | 112 000 |
| <i>Autres Prestations (Formation)</i> | | 19 108 | | 20 963 | | 8 000 | | 14 820 | | 15 000 | | 20 000 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | - | | - | | - | | - |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 279 | | - | | - | | - | | - | | - |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | | | | | 338 | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | - | | 85 | | | | |
| TOTAL | 233 535 | 136 657 | 193 151 | 140 320 | 209 154 | 130 000 | 184 644 | 136 997 | 232 700 | 127 000 | 246 100 | 132 000 |
| RESULTAT | | -96 879 | | -52 831 | | -79 154 | | -47 647 | | -105 700 | | -114 100 |

TRAVAUX A FACON PAIE

Enjeux et risques :

- Changement de logiciel en 2023 et recrutement d'une gestionnaire paie au 1^{er} décembre 2023 avec augmentation des charges de fonctionnement
- Mise en perspective d'une évolution d'activité avec l'acceptation de nouveaux adhérents (objectif cible théorique : 1000 paies en 2026)
- Repositionnement organisationnel et fonctionnel de l'activité en-dehors du service Informatique

| Chap/art. | Réalisé 2022 | | Réalisé 2023 | | Prospective 2024 | | Réalisé 2024 | | Prospective 2025 | | Prospective 2026 | |
|--|---------------|---------------|----------------|---------------|------------------|---------------|----------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 469 | | 5 365 | | 11 700 | | 10 129 | | 10 400 | | 10 700 | |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 316 | | 9 086 | | 15 340 | | 14 377 | | 15 100 | | 15 900 | |
| <i>Droit utilisation info nuage</i> | 90 | | 9 086 | | 15 340 | | 14 377 | | 15 100 | | 15 900 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | - | | - | | | | | | | | | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL & FRAIS ASSIMILES | 57 386 | | 62 261 | | 119 500 | | 113 930 | | 144 500 | | 148 000 | |
| <i>Charges de personnel du service</i> | | | | | 88 200 | | 87 893 | | 109 900 | | 112 600 | |
| <i>Charges de personnel support</i> | | | | | 31 300 | | 26 037 | | 33 600 | | 34 300 | |
| <i>Charges de personnel intérimaire</i> | | | | | | | | | 1 000 | | 1 100 | |
| 70 PRODUITS DES ACTIVITES | | 59 271 | | 57 912 | | 66 500 | | 74 432 | | 98 000 | | 98 000 |
| 74 DOTATIONS SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS | | - | | - | | | | | | | | |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 76 | | - | | | | | | | | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | | - | | - | | | | | | | | |
| TOTAL | 62 172 | 59 347 | 76 712 | 57 912 | 146 540 | 66 500 | 138 436 | 74 432 | 170 000 | 98 000 | 174 600 | 98 000 |
| RESULTAT | -2 826 | | -18 801 | | -80 040 | | -64 004 | | -72 000 | | -76 600 | |

Les prévisions financières pour 2025 affichent, sur la base d'hypothèses d'exploitation réalistes, un résultat excédentaire de l'ordre de 250 K€, hors opérations d'ordre (estimées entre 100 et 150 K€), ce qui semble élevé par comparaison avec la moyenne constatée sur les exercices précédents, mais qui s'explique par l'affectation du premier versement de 95 K€ au titre du FIPHFP (qui ne se retrouvera qu'en 2027). D'une manière générale, cela demeure faible par rapport à un budget total de plus de 12 millions €.

A ce stade, les aléas restent importants avec des grandes incertitudes sur un certain nombre de variations possibles, tant en recettes qu'en dépenses. Cela appelle donc à la plus grande vigilance tout au long de l'année. A titre indicatif, l'excédent pour 2026 ne serait plus que de 20 K€, hors opérations d'ordre.

Projection 2025

| | | CHARGES PERSONNEL | AUTRES CHARGES | COTISATIONS OBLIGATOIRES | COTISATIONS OPTIONNELLES | FACTURATION SUBVENTIONS | DEPENSES | RECETTES | RESULTAT |
|-----------------------------------|--------------------------------------|-------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|---|-------------------|-------------------|----------------|
| MISSIONS OBLIGATOIRES | 1000 - INSTANCES | 178 900 | 135 600 | 295 721 | | 18 780 | 314 500 | 314 500 | 0 |
| | 1010 - CONSEIL MEDICAL | 179 200 | 45 800 | 182 500 | | 42 500 | 225 000 | 225 000 | 0 |
| | 1040 - RESSOURCES HUMAINES | 205 000 | 435 769 | 623 369 | | 17 400 | 640 769 | 640 769 | 0 |
| | 1100 - EMPLOI TERRITORIAL | 50 950 | 59 300 | 110 250 | | 0 | 110 250 | 110 250 | 0 |
| | 1200 - FMPE | 142 600 | 5 800 | 0 | | 179 400 | 148 400 | 179 400 | 31 000 |
| | 1300 - CEP MOBILITE CONTRAINTE | 99 500 | 15 700 | 115 200 | | 0 | 115 200 | 115 200 | 0 |
| | cotisations employeurs non affectées | | | | 265 861 | | | | |
| MISSIONS OPTIONNELLES | 5050 - PREVENTION SANTE | 88 400 | 18 800 | | 92 200 | 15 000 | 107 200 | 107 200 | 0 |
| | 5060 - HANDICAP APPRENTISSAGE | 38 500 | 5 700 | | 0 | 95 360 | 44 200 | 95 360 | 51 160 |
| | 5070 - CONSEIL STATUTAIRE | 181 800 | 19 000 | | 200 800 | 0 | 200 800 | 200 800 | 0 |
| | 5090 - PRESTATION RETRAITES | 61 050 | 6 500 | | 22 050 | 45 500 | 67 550 | 67 550 | 0 |
| | 5100 - AIDE RECRUTEMENT | 25 000 | 3 400 | | 28 400 | 0 | 28 400 | 28 400 | 0 |
| | cotisations employeurs non affectées | | | | | 54 850 | | | |
| PRESTATIONS FACULTATIVES | 5110 - TRAVAUX A FACON PAIE | 144 500 | 25 500 | | | 98 000 | 170 000 | 98 000 | -72 000 |
| | 5130 - PRESTATIONS INFORMATIQUES | 210 400 | 22 300 | | | 127 000 | 232 700 | 127 000 | -105 700 |
| | 5150 - PLAN SECRETAIRE DE MAIRIE | 77 630 | 25 825 | | | 32 225 | 103 455 | 32 225 | -71 230 |
| | 5400 - INTERIM | 8 695 800 | 87 300 | | | 8 838 100 | 8 783 100 | 8 838 100 | 55 000 |
| | 5500 - MEDECINE PREVENTIVE | 525 550 | 82 900 | | | 594 975 | 608 450 | 594 975 | -13 475 |
| | 5600 -ASSURANCE RISQUES STATUTAIRES | 148 350 | 18 000 | | | 264 700 | 166 350 | 264 700 | 98 350 |
| | 5650 - CONSEIL EVOLUTION PRO | 49 500 | 6 100 | | | 26 250 | 55 600 | 26 250 | -29 350 |
| | 5700 - COACHING CONSEIL ORGA. | 62 700 | 5 900 | | | 30 000 | 68 600 | 30 000 | -38 600 |
| | 5800 -CENTRALE ACHATS [RGPD] | 3 200 | 1 500 | | | 15 000 | 4 700 | 15 000 | 10 300 |
| | 5900 - ARCHIVES | 126 800 | 10 000 | | | 150 000 | 136 800 | 150 000 | 13 200 |
| | | | | | | | | | |
| TOTAL | | 11 295 330 | 1 036 694 | 1 327 039 | 343 450 | 10 590 190 | 12 332 024 | 12 260 679 | -71 345 |
| ESTIMATION TOTALE DES COTISATIONS | | | | 1 592 900 | 398 300 | Résultat avec cotisations non affectées | | 249 366 € | |

Projection 2026

| | | CHARGES PERSONNEL | AUTRES CHARGES | COTISATIONS OBLIGATOIRES | COTISATIONS OPTIONNELLES | FACTURATION SUBVENTIONS | DEPENSES | RECETTES | RESULTAT |
|--------------------------|--------------------------------------|-------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| MISSIONS OBLIGATOIRES | 1000 - INSTANCES | 171 525 | 140 800 | 294 725 | | 17 600 | 312 325 | 312 325 | 0 |
| | 1010 - CONSEIL MEDICAL | 183 500 | 46 800 | 187 800 | | 42 500 | 230 300 | 230 300 | 0 |
| | 1040 - RESSOURCES HUMAINES | 271 000 | 455 674 | 709 274 | | 17 400 | 726 674 | 726 674 | 0 |
| | 1100 - EMPLOI TERRITORIAL | 52 300 | 60 000 | 112 300 | | 0 | 112 300 | 112 300 | 0 |
| | 1200 - FMPE | 119 100 | 3 050 | 0 | | 132 300 | 122 150 | 132 300 | 10 150 |
| | 1300 - CEP MOBILITE CONTRAINTE | 101 700 | 16 300 | 118 000 | | 0 | 118 000 | 118 000 | 0 |
| | cotisations employeurs non affectées | | | | 202 701 | | | | |
| MISSIONS OPTIONNELLES | 5050 - PREVENTION SANTE | 90 500 | 19 500 | | 95 000 | 15 000 | 110 000 | 110 000 | 0 |
| | 5060 - HANDICAP APPRENTISSAGE | 39 500 | 6 000 | | 45 500 | 0 | 45 500 | 45 500 | 0 |
| | 5070 - CONSEIL STATUTAIRE | 185 900 | 19 800 | | 205 700 | 0 | 205 700 | 205 700 | 0 |
| | 5090 - PRESTATION RETRAITES | 62 600 | 6 800 | | 23 900 | 45 500 | 69 400 | 69 400 | 0 |
| | 5100 - AIDE RECRUTEMENT | 25 750 | 3 600 | | 29 350 | 0 | 29 350 | 29 350 | 0 |
| | cotisations employeurs non affectées | | | | | 6 850 | | | |
| PRESTATIONS FACULTATIVES | 5110 - TRAVAUX A FACON PAIE | 148 000 | 26 600 | | | 98 000 | 174 600 | 98 000 | -76 600 |
| | 5130 - PRESTATIONS INFORMATIQUES | 223 100 | 23 000 | | | 132 000 | 246 100 | 132 000 | -114 100 |
| | 5150 - PLAN SECRETAIRE DE MAIRIE | 79 550 | 26 225 | | | 30 000 | 105 775 | 30 000 | -75 775 |
| | 5400 - INTERIM | 8 268 000 | 90 200 | | | 8 397 500 | 8 358 200 | 8 397 500 | 39 300 |
| | 5500 - MEDECINE PREVENTIVE | 536 200 | 86 000 | | | 594 975 | 622 200 | 594 975 | -27 225 |
| | 5600 - ASSURANCE RISQUES STATUTAIRES | 152 050 | 18 700 | | | 268 600 | 170 750 | 268 600 | 97 850 |
| | 5650 - CONSEIL EVOLUTION PRO | 50 250 | 6 400 | | | 26 250 | 56 650 | 26 250 | -30 400 |
| | 5700 - COACHING CONSEIL ORGA. | 64 400 | 6 200 | | | 30 000 | 70 600 | 30 000 | -40 600 |
| | 5800 - CENTRALE ACHATS [RGPD] | 3 400 | 1 600 | | | 15 000 | 5 000 | 15 000 | 10 000 |
| | 5900 - ARCHIVES | 128 600 | 10 000 | | | 157 500 | 138 600 | 157 500 | 18 900 |
| | | | | | | | | | |
| TOTAL | | 10 956 925 | 1 073 249 | 1 422 099 | 399 450 | 10 020 125 | 12 030 174 | 11 841 674 | -188 500 |

| | | |
|-----------------------------------|-----------|---------|
| ESTIMATION TOTALE DES COTISATIONS | 1 624 800 | 406 300 |
|-----------------------------------|-----------|---------|

Résultat avec cotisations non affectées **21 051 €**

| | | Exercice 2024 | | Prospective | | | |
|----------|---|-------------------|---------------|-------------------|----------------|-------------------|---------------|
| | | | | 2025 | | 2026 | |
| A | Recettes réelles de fonctionnement | 12 854 993 | -2,8% | 12 581 390 | -2,1% | 12 051 225 | -4,2% |
| | Variation en volumes (chaque année) | - 376 837 | | - 273 603 | | - 530 165 | |
| | Variation en % | -3,94% | | -3,08% | | -6,29% | |
| | Cotisations employeurs | 1 952 006 | 3,3% | 1 991 200 | 2,0% | 2 031 100 | 2,0% |
| | Obligatoires | 1 561 605 | 3,3% | 1 592 900 | 2,0% | 1 624 800 | 2,0% |
| | optionnelles | 390 401 | 3,3% | 398 300 | 2,0% | 406 300 | 2,0% |
| | Produit des services | 10 204 003 | -5,2% | 9 897 775 | -3,0% | 9 466 075 | -4,4% |
| | Intérim | 9 225 298 | -6,7% | 8 813 100 | -4,5% | 8 372 500 | -5,0% |
| | Médecine | 506 821 | -2,6% | 594 975 | 17,4% | 594 975 | 0,0% |
| | Frais de gestion Assurances | 260 877 | 65,0% | 264 700 | 1,5% | 268 600 | 1,5% |
| | Aide Informatique | 121 754 | 2,0% | 112 000 | -8,0% | 112 000 | 0,0% |
| | Autres Prestations Informatique | 14 820 | -29,3% | 15 000 | 1,2% | 20 000 | 33,3% |
| | Travaux façon paie | 74 432 | 28,5% | 98 000 | 31,7% | 98 000 | 0,0% |
| | Autres produits de gestion courante | 363 406 | 26,1% | 368 150 | 1,3% | 373 650 | 1,5% |
| | Commission de réforme | 39 825 | 150,6% | 42 500 | 6,7% | 42 500 | 0,0% |
| | Comité Médical - Conseil Médical | 22 612 | -39,5% | 0 | -100,0% | 0 | |
| | Prestation service retraite | 11 650 | 61,8% | 40 000 | 243,3% | 40 000 | 0,0% |
| | Marché RGPD | 3 180 | -97,2% | 15 000 | 371,7% | 15 000 | 0,0% |
| | Conseil evol Pro | 26 500 | 237,6% | 26 250 | -0,9% | 26 250 | 0,0% |
| | Prestations Prévention | 28 950 | 50,8% | 15 000 | -48,2% | 15 000 | 0,0% |
| | Prestation archives | 119 100 | 230,8% | 150 000 | 25,9% | 157 500 | 5,0% |
| | Plan secrétaire de mairie | | | 30 000 | | 30 000 | 0,0% |
| | Autres (conseil orga-droit chômage-FMPE) | 111 588 | 114,9% | 49 400 | -55,7% | 47 400 | -4,0% |
| | Dotations, participations | 87 916 | -9,7% | 121 865 | 38,6% | 23 100 | -81,0% |
| | Concours /Examens | 0 | | 0 | | 0 | |
| | FIPHFP | 52 537 | -40,6% | 110 960 | 111,2% | 15 600 | -85,9% |
| | FNP | 10 000 | | 0 | -100,0% | 0 | |
| | CNRACL | 5 148 | -30,4% | 5 500 | 6,8% | 5 500 | 0,0% |
| | Autres subventions | 16 225 | | 2 225 | -86,3% | | -100,0% |
| | FC TVA | 3 016 | 136,1% | 3 180 | 5,4% | 2 000 | -37,1% |
| | Autres (remb assurances) | 990 | 232,8% | 0 | -100,0% | 0 | |
| | Atténuations de charges | 237 929 | 24,6% | 202 400 | -14,9% | 157 300 | -22,3% |
| | Personnel pris en charge (chapitre 74) | 111 008 | 69,9% | 177 400 | 59,8% | 132 300 | -25,4% |
| | Indemnités journalières et aides emploi (chapitre 13) | 126 921 | 1,0% | 25 000 | -80,3% | 25 000 | 0,0% |
| | Produits financiers et/ou exceptionnels | 9 734 | | | -100,0% | | |
| B | Dépenses réelles de fonctionnement | 12 629 392 | -3,6% | 12 332 024 | -2,4% | 12 030 174 | -2,4% |
| | Variation en volumes (chaque année) | - 476 869 | | - 297 368 | | - 301 850 | |
| | Variation en % | -3,64% | | -2,35% | | -2,45% | |
| | Charges de personnel | 11 620 377 | -3,5% | 11 295 330 | -2,8% | 10 956 925 | -3,0% |
| | Centre de gestion | 2 620 742 | 9,6% | 2 717 630 | 3,7% | 2 824 425 | 3,9% |
| | Intérim | 8 878 982 | -7,1% | 8 435 100 | -5,0% | 8 013 400 | -5,0% |
| | Personnel pris en charge | 120 653 | 36,4% | 142 600 | 18,2% | 119 100 | -16,5% |
| | Charges à caractère général | 545 354 | -10,8% | 517 425 | -5,1% | 527 275 | 1,9% |
| | Dont marché RGPD | 530 | -99,5% | | | | |
| | Remboursement heures syndicales | 314 798 | 7,3% | 362 250 | 15,1% | 380 400 | 5,0% |
| | Autres charges | 145 169 | -4,5% | 153 019 | 5,4% | 161 574 | 5,6% |
| | Dont droit utilisation info nuage | 85 493 | 1,7% | 90 623 | 6,0% | 96 060 | 6,0% |
| | Intérêts ligne de trésorerie | 3 521 | 105,8% | 4 000 | 13,6% | 4 000 | 0,0% |
| | Charges financières et/ou exceptionnelles | 174 | -97,8% | 0 | -100,0% | 0 | |
| C | CAF (épargne de gestion = (A-B)) | 225 601 | 79,7% | 249 366 | 10,5% | 21 051 | -91,6% |
| | | | 1,8% | | 2,0% | | 0,2% |
| | Intérêts de la dette | 0 | | 0 | | 0 | |
| D | Epargne brute (C-intérêts) | 225 601 | | 249 366 | | 21 051 | |
| | Remboursement du capital | 0 | | 0 | | 0 | |
| E | Epargne disponible (D-dette) | 225 601 | | 249 366 | | 21 051 | |
| F | Dépenses d'investissement | 272 516 | | 155 000 | | 70 000 | |
| | Opérations d'équipement | 272 516 | | 155 000 | | 70 000 | |
| | Autres | 0 | | | | | |
| G | Recettes d'investissement | 12 912 | | 17 800 | | 44 700 | |
| | FCTVA | 9 204 | | 15 800 | | 44 700 | |
| | Dotations et subventions | 3 708 | | 2 000 | | | |
| | Emprunts | | | | | | |

Synthèse des orientations budgétaires du CDG79 pour 2025

Les principales orientations budgétaires du Centre de gestion pour 2025, développées dans le corps de ce document, sont les suivantes :

- La stabilité des taux de cotisation obligatoire (0,8%) et optionnelle (0,2%)
- Une évolution ciblée de la grille tarifaire, notamment sur les tarifs nécessitant un alignement progressif avec le coût réel du service (Intérim, médecine, retraite, paie à façon...)
- Une attention particulière sur l'évolution des charges de personnel, tant intérimaire que permanent
- La poursuite du plan d'actions volontariste autour du métier de secrétaire général de mairie
- Des arbitrages à envisager sur les dispositifs proposés dans le cadre de la Protection Sociale Complémentaire et, éventuellement, d'une action à circonstancier sur la cybersécurité
- La finalisation d'un programme d'investissements ambitieux, porté entre 2023 et 2024 (plan de transformation numérique, aménagement de l'accueil et du patio...), et un certain « retour à la normale » à partir de 2025

Telles sont, en termes politiques et budgétaires, les orientations du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale des Deux-Sèvres pour 2025.

Je vous serai obligé de bien vouloir en débattre.

Le Président,

Alain LECOINTE